

Anniversaire du déclenchement de la Révolution

CHANEGRIHA PRÉSIDE UNE CÉRÉMONIE DE REMISE DE GRADES

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7430 – LUNDI 31 OCTOBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Contribution

La Chine et le reste du monde réaliseront un développement commun

Page 6

UN SOMMET SANS PRÉCÉDENT

LE MONDE ARABE À L'HEURE D'ALGER

Les montres sont réglées à l'heure d'Alger à l'occasion du 31e Sommet arabe de la ligue arabe, un rendez-vous voulu celui du consensus autour des défis auxquels sont exposées les populations de la région notamment la sécurité alimentaire, les répercussions de la guerre en Ukraine et bien évidemment la lancinante question palestinienne.

Pages 2,3,4 et 5

● Le Makhzen entre parrainage et parasitage ● Vers l'élaboration d'un projet de résolution sur la Libye ● Le long combat antisioniste ● Chérif Dris au Jl : «La réforme de la Ligue arabe est indispensable» ● Amine Boutalbi au Jl : «Une intégration économique entre pays arabes»



sehrei/LJI

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

SOMMET ARABE D'ALGER

Le Makhzen entre parrainage et parasitage

Mandaté par l'entité sioniste, son nouveau protecteur militaro-politique, le Makhzen, s'est empressé de vouloir parasiter, coûte que coûte, le Sommet de la Ligue arabe, organisé par l'Algérie. Depuis de longues semaines, son objectif est clair, soigneusement préparé par les laboratoires sionistes, celui de saboter d'avance les succès diplomatiques de l'Algérie, d'envenimer les relations entre Etats arabes, de créer la zizanie et d'instaurer une ambiance de méfiance et d'hostilité durant les travaux du sommet.



ADEL SEHREI/LJI

Dès le début, les observateurs savaient que la délégation marocaine allait chercher noise à tout le monde, en usant de ses subterfuges médiatiques éculés. Les soi-disant incidents ne pouvaient venir que de cette délégation, venue non pas pour œuvrer à la solidarité interarabe, au soutien à la Palestine et au renforcement de la coopération, mais pour diviser et affaiblir la nouvelle dynamique de l'action arabe, insufflée par l'Algérie avec la Déclaration d'Alger qui a scellé la réunification des factions palestiniennes.

Comme à l'accoutumée, cela a commencé par la diffusion de fausses nouvelles, de fake news à dessein, comme celle de la présence du président sahraoui au sommet, de « tollés » médiatisés à outrance par les réseaux sociaux sur le mauvais accueil réservé au ministre des Affaires étrangères du Makhzen, Nasser Bourita. Celui-là même à qui sa « presse-zorna » lui a attribué un rôle de puissant diplomate, en convaincant le prince héritier saoudien de ne pas se déplacer à Alger.

Les milieux diplomatiques et les observateurs savent que l'ordre protocolaire est établi par la Ligue arabe et qu'il est scrupuleusement respecté par l'Algérie, dont la diplomatie est réputée traditionnellement auprès de la communauté internationale pour son attachement aux règles de bienséance et de respect.

Les allégations sont tellement nombreuses et mensongères que la plupart des journalistes étrangers présents pour la couverture à Alger sont convaincus de la volonté de nuisance manifeste du Makhzen au Sommet arabe. Les diplomates algériens avaient prévenu que le Makhzen était décidé à saborder les travaux du sommet, à le parasiter et à le faire échouer. Vu l'état des relations rompues depuis août 2021, l'hostilité manifeste du régime marocain, sa politique belliqueuse et agressive contre tout ce qui est algérien ou s'apparente à l'Algérie, les autorités algériennes ne s'attendaient surtout pas à une attitude bienveillante et différente. Le protectorat sioniste a d'autres plans que la réussite du sommet ou la réunification des factions palestiniennes. Sa doctrine est bien ancrée dans la provocation, la désunion et la félonie. Faut-il oublier pour autant que l'Algérie a été victime d'actes des plus extrêmes et des plus hostiles de la part du royaume marocain, de l'espionnage à grande échelle de hauts responsables de l'Etat au moyen d'un logiciel israélien, Pegasus, de personnalités politiques et médiatiques, d'hommes d'affaires et d'artistes, à l'appel à la partition et à la guerre civile, et la profération de menaces directes sur la sécurité et la stabilité par l'entremise du ministre sioniste de la Défense à partir de Rabat ? Faut-il oublier également l'assassinat prémédité de trois commerçants algériens par un missile de l'aviation marocaine et dont le crime est à ce jour impuni ? Faut-il encore fermer les yeux sur les agissements sournois et tendancieux du Makhzen sur chaque événement sportif ou culturel organisé ou parrainé par l'Algérie ?

Jamais le Makhzen n'acceptera l'instauration d'un climat de sérénité dans ce sommet, comme dans sa relation avec son voisinage immédiat. La « main tendue » du Roi est une chimère et une pure hypocrisie. Il ne fait qu'appliquer une feuille de route de ses propres parrains, installés à trois heures de vol d'Alger.

Mohamed K.

Vers l'élaboration d'un projet de résolution sur la Libye

UNE DÉCLARATION sur la situation en Libye serait à l'ordre du jour des consultations entre chefs d'Etats arabes lors du Sommet d'Alger, c'est ce qu'a affirmé une source diplomatique arabe au Jeune Indépendant.

« Il y a un projet de résolution concernant la Libye », a affirmé la source diplomatique, ajoutant que d'autres dossiers liés aux graves crises que vivent des pays arabes ont fait le consensus de tous les ministres arabes des Affaires étrangères.

Par ailleurs, le ministre des affaires étrangères Ramtane Lamamra a souligné hier à Alger en marge du deuxième jour de la réunion des ministres des Affaires étrangères, que tous les pays ont parvenu à un « consensus général », facilitant le travail des dirigeants arabes qui se réuniront les 1 et 2 novembre à Alger.

« Les consultations ont permis à la réunion ministérielle de parvenir à des résultats consensuels qui facilitent le travail de nos dirigeants », a affirmé M. Lamamra lors de sa brève déclaration à la presse au Centre international des conférences, tout en insistant que tous les ministres des affaires étrangères ont adopté, sans exception, tous les projets inscrits sur l'ordre du jour de la réunion.

« Tous les projets inscrits à l'ordre du jour de la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères à soumettre au sommet des présidents, ont été adopté », a-t-il affirmé, tout en remerciant par la même occasion, toutes les délégations pour « la patience et la contribution et pour l'esprit positif et constructif qui a prévalu lors de nos consultations ».

Le projet d'ordre du jour comprend également un certain nombre de points sous le titre d'action arabe commune « Projet d'annexe pour la tenue périodique du Sommet arabe pour le développement: économique et social, amendement des articles du Statut du Parlement arabe ».

Le projet d'ordre du jour comprend également les projets de résolution présentés par le Conseil économique et social, le projet de déclaration de l'Algérie, en plus du point présenté par l'Algérie sur la réforme et le développement de la Ligue des États arabes. De son côté, le Secrétaire général-adjoint de la Ligue des États arabes, Hossam Zaki, a affirmé hier à Alger a affirmé que la réunion des ministres des Affaires étrangères était conclue par un consensus sur toutes les questions soulevées, sans reporter aucun point, expliquant que les questions qui seront présentées au sommet prévu mardi et mercredi prochain à Alger le seront par consensus de toutes les délégations.

« Il y a un projet de résolution sur le dossier libyen comme d'autres dossiers politiques liés aux crises dans les pays arabes, soulignant qu'il existe un consensus sur ce sujet de la part des ministres arabes des Affaires étrangères ».

S'agissant du projet de la « Déclaration d'Alger », Hossam Zaki a indiqué qu'il y avait des consultations entre le pays hôte, l'Algérie et d'autres pays sur la déclaration, soulignant que les réunions d'hier ont été dominées par une atmosphère de respect et d'appréciation mutuelle, et se sont conclues par un consensus sur l'ordre du jour du sommet.

Il convient de signaler que le projet de l'ordre du jour débattu depuis hier par les MAE arabes est constitué de 19 articles. Le premier discuté concerné les rapports présentés au Sommet arabe intitulé « Rapport de la présidence du Sommet sur les activités de la Commission pour l'application des décisions et obligations - Activités du Secrétaire général concernant l'action arabe commune ».

La cause palestinienne et le conflit israélo-arabe et ses développements, la solidarité et le soutien au Liban, l'évolution de la crise syrienne, l'évolution de la situation au Libye, l'évolution de la situation au Yémen, l'appui à la paix et au développement au Soudan, l'appui à la République de Somalie, l'appui à la République-Unie des Comores, l'adoption d'une position arabe unifiée sur la violation de la souveraineté iraquienne par les forces turques, le maintien de la sécurité nationale arabe, la lutte contre le terrorisme et le développement du système arabe de lutte contre le terrorisme, ont été débattus par les MAE.

Mohamed Mecelti

UN SOMMET SANS PRÉCÉDENT

Le monde arabe à l'heure d'Alger

Les montres sont réglées à l'heure d'Alger à l'occasion du 31e Sommet arabe de la ligue arabe, un rendez-vous voulu celui du consensus autour des défis auxquels sont exposées les populations de la région notamment la sécurité alimentaire, les répercussions de la guerre en Ukraine et bien évidemment la lancinante question palestinienne.

L'Algérie, qui a annoncé au mois de mars dernier la tenue de ce sommet les 1er et 2 novembre prochain, parallèlement à la célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, a individuellement invité les dirigeants arabes à prendre part à ce rendez-vous et réunit toutes les conditions pour la réussite de cet événement.

C'est lors de l'ouverture des travaux de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes au palais des Nations que le président de la République a déclaré que l'Algérie abritera le Sommet arabe en 2022. Le 9 mars dernier, les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis au Caire, avaient adopté la décision du Président Abdelmadjid Tebboune relative à la tenue du prochain Sommet arabe les 1er et 2 novembre prochain. Depuis, des visites, des rencontres bilatérales entre la diplomatie algérienne et les dirigeants des pays arabes se sont succédé. Tous les dirigeants arabes ont été invités à prendre part à ce rendez-vous. Des invitations individuelles ont été adressées aux souverains et chefs d'Etat arabes. Des invitations qui ont eu un avis favorable de la part des destinataires, lesquels ont exprimé leur volonté de concourir à la réussite de ce sommet, exprimant leur soutien aux nobles démarches entreprises par l'Algérie pour l'unification des rangs de la nation arabe. Les envoyés spéciaux du président de la République, à l'instar des ministres des Affaires étrangères, de l'Energie et de l'Intérieur, ont sillonné, des jours durant, les capitales des pays arabes pour transmettre les lettres d'invitation. Une haute représentativité est attendue, d'autant plus que, pour la majorité, ce sont les Présidents et Rois des pays qui vont prendre part au sommet.

Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a été le premier à être convié. Cela n'est qu'une preuve de la place centrale qu'occupera la cause palestinienne



ADEL SEHREI/LJI

dans l'ordre du jour du sommet. Un pas est déjà fait, d'autant que les différentes factions palestiniennes, qui ont participé à la Conférence d'unification des rangs palestiniens, ont signé, le 13 octobre dernier, « la Déclaration d'Alger ».

Les présidents égyptien et tunisien, l'émir de l'Etat du Koweït, l'émir de l'Etat du Qatar, le président de l'Etat des Emirats arabes unis, le président de la Mauritanie, le roi de la Jordanie, Oman, le Bahreïn, le Liban et le Maroc vont être de la partie. Le président du Conseil présidentiel libyen, le président du Conseil soudanais, de Djibouti et l'Irak ont aussi confirmé leur participation au Sommet d'Alger. Pour sa part, le prince héritier du royaume d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman, a informé le président algérien de son absence au sommet, évoquant des raisons de santé. Riyad sera cependant représenté par une délégation menée par le ministre des Affaires étrangères saoudien. Les présidents du Sénégal et de l'Azerbaïdjan sont les invités d'honneur, respectivement président en exercice de l'Union africaine (UA) et président en exercice du Mouvement des Non-alignés.

TOUTES LES CONDITIONS RÉUNIES POUR LA RÉUSSITE DU SOMMET

Un vrai marathon est lancé en vue de réunir toutes les conditions pour la réussite du Sommet arabe. Chose faite, de l'affirmation des différents responsables. Le Premier ministre a affirmé que l'Algérie a réuni les conditions optimales pour le succès du Sommet arabe d'Alger, précisant que le sommet « devrait consolider les valeurs communes et la solidarité arabe, consacrer le caractère central de la cause palestinienne et mettre à jour l'initiative arabe de paix de 2002 ». Le ministre des Affaires étrangères a, de son côté, affirmé que l'Algérie était prête à accueillir ce rendez-vous, notamment lors des travaux de la 158e session du Conseil de la Ligue arabe au niveau ministériel. Le 17 octobre dernier, le SG de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a été reçu par le président de la République et le ministre des Affaires étrangères dans le cadre de la coordination permanente pour l'achèvement des préparatifs du Sommet arabe. « Le Sommet d'Alger sera rassembleur », avait-il notamment déclaré. S'agissant de la sécurisation de cet événement, le ministre de l'Intérieur a présidé des rencontres de coordination avec les responsables de différents services de sécurité, consacrées au suivi des préparatifs liés à la sécurisation de cet important événement.

« ALGER SE MET SUR SON 31 »

La capitale, qui va recevoir pour une période de deux jours les dirigeants arabes, s'est embellie. En effet, une opération d'embellissement a été initiée par la wilaya d'Alger pour accueillir ses hôtes dans les meilleures conditions. Des travaux d'embellissement, de nettoiement et de plantation d'arbres, d'aménagement des routes, d'éclairage public sont menés par plusieurs Epics de la wilaya d'Alger, le but étant d'offrir une meilleure vitrine de la capitale, et ce à travers la mobilisation de plusieurs moyens humains et matériels.

Des reproductions de monuments célèbres symbolisant les capitales et les villes des pays arabes ornent la grande place près de Djamâa El-Djazaïr. Un timbre-poste arabe unifié à l'occasion du 31e Sommet arabe d'Alger est également émis. Ce timbre, qui se veut une traduction de l'union et de la coopération entre les pays arabes, est en effet émis chaque trois ans par tous les pays arabes.

Une nouveauté pour ce 31e Sommet arabe, le « zéro papier ». En effet, il y aura un recours exclusif aux supports numériques lors de ces travaux. Les points inscrits à l'ordre du jour, que les dirigeants, les ministres et les ambassadeurs examineront, seront affichés sur les écrans des ordinateurs sans l'usage d'aucun document ni papier.

Une semaine avant le jour J, des réunions préparatoires du Sommet arabe d'Alger ont déjà débuté. Le Centre international des conférences abrite, depuis la fin de semaine, des réunions, à l'instar d'une réunion du Conseil économique et social au niveau ministériel et de la réunion des ministres des Affaires étrangères.

Lilia Aït Akli

LES SOMMETS ARABES ET LE SOUTIEN À LA PALESTINE

Le long combat antisioniste

DE TOUS les sommets arabes, celui d'Alger, tenu le 26 novembre 1973, reste, sans conteste, gravé dans les mémoires comme ayant été le plus rassembleur.

Alger, qui accueillait quasiment la totalité des chefs d'Etat arabes, était sortie avec une importante déclaration finale de ce 6e sommet, qui eut lieu pour la première fois en Algérie. A un mois de la fin de la guerre d'octobre, l'Algérie avait réussi à organiser un sommet de l'Organisation de l'unité africaine. A partir de cette rencontre politique, qui a eu lieu du 19 au 21 novembre, on a décidé une rupture des relations diplomatiques des Etats d'Afrique avec Israël. Selon le ministère algérien, 42 Etats africains avaient rompu leurs relations diplomatiques, sans pour autant que leurs relations commerciales n'en soient particulièrement affectées. Mais c'est déjà l'unanimité sur la poursuite d'un « soutien indéfectible » à la Palestine et aux pays qui avaient fait face à Israël, en l'occurrence l'Egypte et la Syrie.

Partie prenante dans la libération du Sinaï égyptien, grâce à l'implication de la fameuse 8e Brigade blindée et d'une escadrille de ses meilleurs chasseurs, l'Algérie, avec le soutien du roi Fayçal d'Arabie saoudite, venait d'inciter les pays arabes membres de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), réunis au Koweït les 16 et 17 octobre 1973, à une augmentation unilatérale du prix du baril de brut de 70 %.

Le Sommet d'Alger, présidé par feu Houari Boumediene, avait consacré la décision de l'OPAEP et sommé l'entité sioniste à évacuer les Territoires occupés et à reconnaître les droits des Palestiniens, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le Sommet d'Alger reste historique du fait aussi que l'Algérie avait abrité, deux mois auparavant, la 4e Conférence des Non-alignés, qui a vu la participation de l'écrasante majorité des pays des trois continents : l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine.

Il s'agit là du fruit d'un travail titanesque de la diplomatie algérienne.

Le 6e Sommet d'Alger a, par ailleurs, amené l'Europe à « condamner » Israël, et ce à l'initiative du président français Georges Pompidou. Les principaux pays de l'Europe occidentale publiaient, en effet, la Déclaration du 6 novembre 1973, qui exprimait leur adhésion à la démarche des pays arabes dans laquelle les 9, c'est-à-dire les membres de la CEE, ont adopté une position très proche de la position française en reconnaissant, pour la première fois, les « droits légitimes des Palestiniens ».

Le Sommet d'Alger avait fortement influencé la France à s'aligner sur le « droit international ».

Autre rencontre à être perçue de relativement importante le 14e Sommet de la Ligue arabe, tenu les 27 et 28 mars 2002 au Liban, et qui a vu l'adoption de l'initiative de paix arabe, initiée par le prince héritier saoudien Abdallah, entre Israël et les pays arabes ainsi que les Palestiniens. Comme il fallait s'y attendre, Israël avait rejeté la Déclaration de Beyrouth qui appelait l'occupant à revenir aux frontières d'avant la guerre des 5 jours de 1967. Tel Aviv refusait d'appliquer la résolution 242, votée en juin 1967 par le Conseil de sécurité et qui suggérait de libérer presque la moitié de la Palestine, y compris Al Qods, pour en faire la future capitale de l'Etat palestinien.

L'initiative saoudienne, votée lors du sommet, garantissait à Israël une reconnaissance de la part de l'ensemble des pays arabes. Plus « radical » que Beyrouth 2002, eu égard au contexte de l'époque et au charisme des Présidents Gamal Abdel Nasser, Houari Boumediene et l'Irakien Hassan Al Bakr, le Sommet de Khartoum, qui a lieu le 1er septembre 1967 au Soudan, avait pris de courageuses décisions. La résolution, qui constituait la base de la politique de ces gouvernements jusqu'à la guerre du Ramadhan 1973, appelait à une lutte permanente contre Israël pour regagner les territoires perdus pendant la guerre, l'utilisation du pétrole arabe et de son extraction comme une arme diplomatique, une collaboration militaire entre pays arabes pour se préparer « à toute éventualité », la défense des droits du peuple palestinien ainsi qu'une aide économique pour l'Egypte et la Jordanie. La résolution contenait notamment dans son paragraphe 3, ce qui est connu comme les « trois non », des relations israélo-arabes de l'époque : pas de paix avec Israël, pas de reconnaissance d'Israël, pas de négociation avec Israël.

Lynda Louifi

Page 04_Mise en page 1 31/10/2022 17:45 Page 1

LE PROFESSEUR CHÉRIF DRIS AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«LA RÉFORME DE LA LIGUE ARABE EST INDISPENSABLE»

Professeur de sciences politiques et relations internationales à l'Ecole supérieure de journalisme, Chérif Dris estime que la diplomatie algérienne est restée fidèle à ses principes en ce qui concerne le peuple palestinien. Ayant réuni les factions palestiniennes à Alger, l'Algérie fait tout pour que le 31e Sommet arabe soit mis devant ses responsabilités : un soutien indéfectible à la cause, loin d'une déclaration finale sans lendemain.



Le Jeune Indépendant : ***L'Algérie s'apprête à organiser le 31e Sommet arabe en ayant au préalable déblayé le terrain en ce qui concerne la cause palestinienne. Les factions palestiniennes ont, en effet, répondu à l'appel de M. Tebboune visant à unifier les rangs contre l'occupation sioniste. Estimez-vous que cette action pourrait recadrer les travaux du sommet dans la perspective de sortir avec un résultat ferme et positif pour la Palestine ?***

Pr Chérif Dris : L'accord qui a été signé par les différentes factions palestiniennes constitue une avancée considérable. Il faut dire que ce n'était pas évident de réunir les Palestiniens avec des agendas et des idéologies aux positions politiques aussi entropiques que divergentes. C'est là un pas positif. Et c'est pour cela que la réunion d'Alger, tenue à quelques jours du 31e sommet de la Ligue des Etats arabes, est d'une importance capitale. Cela va permettre de remettre la question de la cause palestinienne à l'ordre du jour et surtout de répondre aux attentes des Palestiniens, qui cherchent un soutien réel des pays arabes. Cela dit, la Déclaration d'Alger est un pas très important et elle devrait, à mon sens, servir d'un nouvel élan de la cause palestinienne. Les Palestiniens s'attendent à ce que les Etats arabes les soutiennent réellement, et ce soutien devra être pérenne et palpable sur le terrain, et non pas limité à des déclarations de communiqué final sans lendemain. Il est attendu, en effet, qu'il y ait un suivi et une mise en application de cet accord sur le terrain.

Trois sommets arabes ont eu lieu à Alger (1973, 1988 et 2005) et les trois ont abouti à des Déclarations fermes et sans concessions contre toute forme de néocolonialisme occidental dans l'espace arabe, et surtout contre toute forme de normalisation avec l'occupant israélien. Pensez-vous qu'avec le courant de normalisation avec Israël, qui a cours depuis ces dernières années dans pas mal de pays arabes, il ne sera pas très aisé pour le Sommet d'Alger de s'en tenir aux fameuses «lignes rouges» visant à maintenir un bloc arabe homogène ?

Il faut savoir que d'une manière générale, la question palestinienne a été prise en charge en dehors des murs de la Ligue des Etats arabes. Soulignons que des accords de normalisation ont été signés aussi bien par l'Egypte en 1979 que par la Jordanie en 1994. Nous avons connu ensuite les accords de 2002, qui ont vu la Mauritanie normaliser également avec Israël. Et plus récemment, quatre autres pays, à savoir les Emirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan, ont, eux aussi, normalisé avec Tel Aviv. A mon sens, la question palestinienne, même si elle a figuré, à maintes reprises, à l'ordre du jour de la «oumma», elle n'a pas pour autant avancé pour le plus grand bien de ce peuple, spolié de sa terre depuis 1948.

Je citerai, cependant, quelques exceptions qui suggéraient des initiatives plus ou moins positives, à l'exemple du Sommet de Khartoum mais aussi celui de Beyrouth en 2002, à l'initiative du roi Abdallah d'Arabie.

La feuille de route préconisée par Ryad en appelait au principe de «la terre contre la paix». L'initiative, sans surprise, a été rejetée sine die par Israël. Cela étant, avec la normalisation de certains pays arabes, il me semble très difficile que la question palestinienne revienne sur la scène et puisse s'imposer comme la mère des questions et la mère des problématiques au sujet de laquelle tous les pays arabes doivent parler de la même voix. On peut dire que cette normalisation est l'acte de décès de l'initiative arabe de 2002 «La terre contre la paix». A mon sens, pour ce qui est du Sommet d'Alger, et sans préjugés des résultats des travaux du 1er et 2 novembre, je pense qu'il est trop tôt pour crier victoire et, par là-même, peu probable d'espérer des avancées au bénéfice de la question palestinienne. Très difficile aussi pour les pays arabes de parler d'une même voix.

Serait-il possible que la Ligue des Etats arabes se transforme en Union arabe et, par extension, soit le prélude d'un espace sans frontières, ayant une monnaie commune, un passeport commun et une économie intégrée ? Sinon quelles sont, s'il en est, les verrous à faire sauter pour y parvenir ?

Je crois que dans un contexte marqué par des décisions prises par-ci par-là, transformer la Ligue en Union arabe paraît, pour l'instant, illusoire. Il faudrait plutôt parler de réformes fonctionnelles : des réformes au niveau du poste de secrétaire général, qui est censé être assuré alternativement par tous les pays membres et des réformes au niveau du système de vote, autrement dit passer de l'unanimité au système de majorité qualifiée.

Mais aussi aller de l'avant en termes de coopération économique bilatérale, aboutissant au lever des frontières avec la zone arabe de libre-échange et la mobilité humaine. Aussi est-il difficile de s'assigner ces objectifs pour le court ou moyen terme, au vu des problèmes que rencontrent certains pays, notamment en termes d'instabilité interne, à l'instar de la guerre civile en Libye et au Yémen mais aussi de l'instabilité politique en Irak, en Syrie et même au Liban. Actuellement, moult obstacles font qu'il est très difficile d'aller vers l'instauration d'une Union arabe, sans parler de la fragilité économique de pas mal de pays membres qui ne génèrent leurs recettes que sur l'exportation de leurs ressources naturelles.

Nous avons des pays qui ont des richesses, je parle des «puits pétroliers», notamment les pays de Golfe, et des pays qui en sont fortement dépendants et ne produisent presque rien du tout. Donc, il y a une certaine affliction du niveau de développement économique des pays arabes qui ne favorise pas vraiment une intégration économique, et ce même s'il pourrait y avoir des complémentarités, une spécialisation de certains pays, selon les théories économiques. Mais je crois que les obstacles politiques et géopolitiques sont très prégnants et pèsent très lourds devant tout projet d'union arabe.

Pensez-vous qu'il est temps d'apporter des réformes dans le fonctionnement de la Ligue des Etats arabes comme, par exemple, instituer une présidence tournante d'une «Union arabe» et mettre un terme à une pratique actuelle qui suggère que le SG est toujours égyptien ?

La réforme est indispensable et elle est nécessaire. L'Algérie a milité de tout temps dans ce sens. Il faut se rappeler le sommet de 2005 d'Alger où l'on a soulevé cette épineuse question. Nous étions parmi les précurseurs à mettre sur la table des débats la question des réformes de la Ligue arabe, notamment le poste tournant de secrétaire général. Mais elle a rencontré des résistances, notamment par le pays qui accueille cette Ligue arabe, en l'occurrence l'Egypte.

Entretien réalisé par Lynda Louifi

Page 05_Mise en page 1 31/10/2022 17:45 Page 1

AMINE BOUTALBI AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Les pays arabes cherchent à développer des opportunités d'investissement»

L'Algérie va abriter le Sommet arabe demain et après-demain. En sus de l'objectif principal, qui est d'unifier les rangs arabes, la coopération économique devrait être aussi à l'ordre du jour. Avec un marché de 300 millions de consommateurs, la région a tout intérêt à renforcer sa coopération économique. L'urgence étant surtout de promouvoir une transformation économique inclusive. Le directeur général du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), Amine Boutalbi, fait un état des lieux de la coopération économique entre ces pays, évoquant les défis et les opportunités qui s'ouvrent à eux, et fait le bilan de la GZALE, instaurée en 1997.



Le Jeune Indépendant : ***Quel est l'état de la coopération économique entre les pays arabes, notamment en termes d'échanges commerciaux ?***

Amine Boutalbi : Avant la coopération économique entre les pays arabes, la priorité c'est la création de la majorité des fonds et des banques de développement, qui a coïncidé avec le quadruplement du prix du pétrole, une modification des rapports de puissance économique entre les différents groupes de pays et la formulation du principe d'un nouvel ordre économique international.

L'augmentation considérable du nombre d'intermédiaires arabes est aussi attribuable au désir qu'ont les pays exportateurs de pétrole d'exercer davantage d'influence sur l'emploi de leurs capitaux qu'ils ne pourraient le faire dans le cadre des mécanismes d'aide au développement établis de longue date.

Ces pays ont aussi l'intention de participer à divers groupements régionaux et fonctionnels, destinés à assurer une intégration économique plus étroite de la région arabe, à renforcer la solidarité entre pays en développement et à instaurer un nouveau système de relations avec le reste du monde.

Les pays arabes sont très désireux de renforcer leur coopération entre eux et cherchent à développer de nouvelles opportunités d'investissement.

Ils ont subi, pour la majorité, l'influence du courant de libre-échange et se sont engagés pour la signature de plusieurs accords commerciaux. Pour en revenir aux dispositions de la convention, ces dernières prévoient l'établissement d'une Zone arabe de libre-échange entre les parties contractantes. Son objectif est de relancer le processus de l'intégration économique arabe.

Par exemple, les produits originaires de cette zone peuvent être échangés sous un régime tarifaire préférentiel entre notre pays et les pays arabes, à l'exception, bien sûr, des produits exclus des avantages fiscaux. Il y a aussi les produits originaires des pays arabes qui ne sont pas exclus de la Zone arabe de libre-échange, qu'ils soient importés en Algérie ou exportés de l'Algérie vers un pays arabe.

Ces produits bénéficient d'une exonération totale des droits de douane et des droits et taxes d'effet équivalent. En outre, la libéralisation des échanges commerciaux n'a toutefois concerné que les produits manufacturés, le commerce de produits agricoles étant lié à un calendrier qui protège les agriculteurs locaux lors des périodes de récolte.

Selon vous, comment peut-on développer la coopération économique entre ces pays, laquelle est loin du potentiel existant ?

Ce sont des défis avec de nombreuses nouvelles opportunités qui s'ouvrent. Reste à savoir que des préférences commerciales ouvrent un marché de près de 300 millions de consommateurs aux produits de ces pays. En effet, les accords prévoient une franchise totale pour les produits industriels, à l'exception des produits pétroliers raffinés et de certains textiles qui sont presque les seuls produits manufacturés exportés par les pays arabes.

De ce fait, une politique d'importation de textiles de plus en plus stricte a été mise en place par la CEE, qui tend à limiter très fortement les possibilités de développement des productions des pays méditerranéens destinées à l'exportation. Et ce sont précisément ceux qui n'exportent pas de pétrole, donc les plus démunis, qui se trouvent frappés, à savoir le Maroc, la Tunisie et l'Egypte.

Les conditions ne sont pas plus favorables dans le secteur agricole en raison des difficultés que connaissent les productions méditerranéennes de la communauté (fruits et légumes, agrumes, huile d'olive). Les concessions tarifaires sont déjà très restreintes, toujours partielles pour les produits importants et souvent assorties de conditions particulières. Ensuite, les accords de coopération conclus en 1976 prévoient une contribution financière de la communauté au développement économique des sept pays arabes concernés.

Le total de cette première aide est de 639 millions d'écus, répartis entre les sept bénéficiaires. Ce montant est notoirement insuffisant compte tenu des besoins énormes de ces pays. Quel en est alors l'intérêt ? En valeur absolue, ces sommes ne couvrent qu'une faible part des projets financés, d'autant qu'une partie est accordée sous forme de prêts remboursables et qu'une proportion importante des dons est consacrée à la bonification des taux d'intérêt des prêts.

Cependant, la présence de la communauté, partie prenante dans les contrats de financement, a un effet d'entraînement sur les autres bailleurs de fonds qui ont confiance dans le sérieux de ses interventions. Cette présence constitue une sorte de caution morale.

Opérationnelle depuis janvier 2009, quel bilan peut-on faire de la Grande Zone arabe de libre-échange (GZALE) qui regroupe 19 pays ?

Faisons un petit rappel. En février 1997, ces pays ont instauré la Grande Zone arabe de libre-échange (GZALE). L'objectif de cette convention était de relancer le processus de l'intégration économique arabe pour mieux s'insérer dans l'économie mondiale. L'Algérie est devenue un pays membre de la GZALE en janvier 2009.

L'objectif initial de cette adhésion était de renforcer son partenariat économique avec les autres pays membres et encourager les exportations vers cette zone.

Pour l'année 2020, les échanges avec les pays de l'Accord de la Grande Zone arabe de libre-échange (GZALE) ont enregistré une baisse de 9,6 % en 2020 par rapport à l'année 2019, passant de 1,3 Mrd USD à 1,2 Mrd USD.

L'accord portant Zlecaf, entré en vigueur en janvier 2021, prévoit la suppression des droits de douane pour 90 % des lignes tarifaires, sur 5 ans pour les pays les plus développés et sur 10 ans pour les pays les moins développés.

Une enquête réalisée par la Banque mondiale montre qu'en 2020, il existe d'importantes disparités d'intégration entre les zones : Mercours entre 14,7 et 16,4 %, Cédéao entre 8,7 et 11,5 %, Comesa entre 5,7 et 5,9 % et la CEA entre 3,7 et 5,9 %. Certes, pour l'Afrique, avec plus d'un milliard de consommateurs et un PIB combiné d'environ 3 000 milliards de dollars américains, la nouvelle Zone de libre-échange continentale crée le deuxième plus vaste marché mondial derrière le Partenariat régional en Asie et dans le Pacifique. Mais il reste un long parcours à faire, le commerce intra-africain en 2020 représentant environ 15,2 %, selon la Cnuced.

Pour l'Algérie, la balance commerciale avec la Grande Zone arabe de libre-échange (GZALE), qui regroupe actuellement 19 pays, à savoir l'Algérie (membre depuis 2009), l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Egypte, les Emirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, Oman, la Palestine, le Soudan, la Syrie, la Tunisie, le Qatar et le Yémen, a accusé un déficit qui a suivi la tendance générale, d'autant plus que certains pays sont des concurrents de l'Algérie en pétrole et en gaz, qui subissent les effets de la crise pétrolière, et où les firmes multinationales sont bien implantées.

Ainsi, l'Algérie enregistre 71,7 % des exportations hors hydrocarbures vers la GZALE, dont la Tunisie (32 %), le Maroc (18,3 %), le Liban (11 %) et la Syrie (10 %).

On compte parmi les pays de la Zone arabe plusieurs pays disposant de fonds importants. Paradoxalement, ces fonds ne sont pas investis, par exemple, sous forme d'IDE dans le développement des pays arabes. Quelle en est la raison selon vous ?

Le taux de chômage des jeunes dans le monde arabe a atteint une moyenne préoccupante de plus de 27,3 %. Pour les jeunes femmes, le taux de chômage moyen est de 41,1 % et leur participation au marché du travail est déjà beaucoup plus faible que partout ailleurs dans le monde.

Ces fonds de certains pays arabes devraient d'abord être destinés à cette population, importante et dynamique, de jeunes, qui peut représenter un atout si la question du chômage est prise en charge.

Ajoutons à cela le fait que le monde arabe devra créer plusieurs milliers d'emplois par an jusqu'en 2030 pour maintenir le chômage actuel à des niveaux constants.

Si la croissance économique a été forte dans le monde arabe, l'urgence de promouvoir une transformation économique inclusive se pose désormais.

Les ressources peuvent également servir à promouvoir des programmes innovants, fondés sur des données probantes qui soutiennent spécifiquement les microentreprises et PME dirigées par des jeunes et des femmes.

Entretien réalisé par Lilia Aït Akli

La Chine et le reste du monde, liés par le même destin, réaliseront un développement commun sous la nouvelle ère

PAR QIAN JIN, CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. DE L'AMBASSADE DE CHINE EN ALGÉRIE



Du 16 au 22 octobre 2022, le XXe Congrès du Parti communiste chinois (PCC) s'est tenu avec succès à Beijing. C'est un congrès extrêmement important qui a lieu au moment critique où la Chine s'engage dans la nouvelle marche de l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne et s'achemine vers la réalisation de l'objectif du deuxième centenaire. Les délégués participants au Congrès ont élu le nouveau Comité central du PCC avec le camarade Xi Jinping en son centre et ont ainsi identifié le leader du nouveau voyage de la Chine. Le Congrès a fixé l'orientation du développement du PCC et de la Chine pour les années à venir. En dressant un bilan complet des grandes réalisations et des expériences historiques du développement de la Chine au cours de la dernière décennie, les participants au Congrès ont été unanimes à souligner que la Chine a connu trois événements majeurs d'une grande portée nationale et internationale.

Premièrement, le PCC a fêté son centenaire. Le PCC est passé d'une cinquantaine de membres lors de sa création en 1921 à plus de 95 millions de membres en 2021, et il est devenu le premier grand parti au pouvoir dans le monde avec une influence mondiale considérable. Avec la direction du PCC, la nation chinoise a réalisé un grand bond, passant d'une nation qui s'est relevée, à une nation riche, puis à une nation puissante au cours des 100 ans écoulés. Depuis cent ans, le PCC a également œuvré aux progrès de l'humanité et à l'harmonie dans le monde. Le PCC a entretenu différentes formes de contacts avec les partis politiques de différents pays, partagé avec eux les expériences de gestion du parti et de gouvernance d'État, et amélioré ensemble la capacité de gouvernance. Le PCC et les partis politiques des autres pays se sont engagés à réaliser le bonheur de leurs propres peuples et se sont félicités mutuellement pour leurs progrès vers le bonheur. Le PCC promeut la construction d'une communauté de destin pour l'humanité et est ainsi devenu une force majeure pour le progrès humain.

Deuxièmement, le socialisme à la chinoise est entré dans la nouvelle ère. Le socialisme à la chinoise a progressé sans cesse en matière de voie, de théorie, de système et de culture. Le PCC a réussi à trouver un autre chemin vers la modernisation non pas par guerre, par colonisation ou par pillage à l'égard des autres nations après que les puissances capitalistes ont achevé leurs modernisations, ce qui a permis d'offrir un choix tout nouveau aux nations désireuses d'accélérer leur développement en toute indépendance. Face aux changements inédits du monde depuis un siècle, à la pandémie de COVID-19 et à d'autres défis, la Chine a connu une série de réalisations majeures. Le PIB chinois représente 18,5 % de l'économie mondiale en 2021, ce qui a permis à la Chine de préserver solidement sa deuxième place au monde. La valeur ajoutée réalisée par l'industrie manufacturière et le volume des réserves de devises se sont classés tous les deux à la première place du monde. La sécurité alimentaire et énergétique de plus de 1,4 milliard de personnes est effectivement garantie. La Chine a réalisé des percées dans le domaine des technologies clés telles que le vol spatial habité, les nouvelles technologies énergétiques, l'avion gros porteur et la biomédecine. L'initiative « Ceinture et Route » et d'autres biens communs proposés par la Chine ont permis d'accroître continuellement la force motrice du développement mondial. Annuellement, la Chine contribue en moyenne à hauteur de plus de 30% à la croissance de l'économie mondiale, apportant ainsi des énergies positives considérables à la cause de la paix et du développement dans le monde.

Troisièmement, la Chine a accompli la tâche historique qui consiste à éradiquer la pauvreté et à réaliser l'objectif du premier centenaire, soit le parachèvement de l'édification intégrale de la société de moyenne aisance. La Chine a remporté la victoire de la bataille décisive contre la pauvreté qui est la plus grande de l'histoire de l'humanité, en sortant depuis 2012 près de 100 millions de ruraux démunis de la pauvreté, mettant ainsi un terme historique à la pauvreté absolue qui préoccupe la nation chinoise depuis des milliers d'années. La Chine a ainsi atteint l'objectif de réduction de la pauvreté du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies avec 10 ans d'avance, contribuant à plus de 70% de la réduction de la pauvreté dans le monde. Durant les 10 dernières années, la Chine a parachevé l'édification intégrale de la société de moyenne aisance et l'établissement du plus grand système du monde en matière de protection sociale, avec un taux d'urbanisation de plus de 60 %. La Chine compte le plus grand groupe de personnes à revenu moyen au monde qui dépasse les 400 millions de personnes, ce qui a contribué à la réalisation de l'objectif du centenaire de la fondation du PCC et fournira aussi les bases économiques et la confiance nécessaires pour atteindre l'objectif du centenaire de la fondation du pays en 2049. Selon le Fonds monétaire international, la Chine a presque doublé le nombre de personnes dans le monde dont le PIB par habitant est supérieur à 10 000 dollars américains par la construction de la société de moyenne aisance. Cela a non seulement changé la physionomie de la Chine, mais aussi celle du monde et a fait progresser le processus de développement humain.

UN PROCESSUS HISTORIQUE IRRÉVERSIBLE

Actuellement, la réalisation du grand renouveau de la nation chinoise est entrée dans un processus historique irréversible. Désormais, notre tâche centrale consiste à faire de la Chine un grand pays socialiste moderne dans tous les domaines, à réaliser l'objectif du deuxième centenaire (1949-2049), et à promouvoir sur tous les plans le grand renouveau de la nation par la modernisation chinoise.

La modernisation chinoise se caractérise par la grande taille de sa population. Faire en sorte qu'une population de plus de 1,4 milliard de Chinois, soit plus que le total des populations des pays développés mis ensemble, accède à une société plus moderne constitue une modernisation d'une difficulté et d'une grandeur sans précédent. Pour y parvenir, il faut sauvegarder la primauté du peuple, développer la démocratie populaire intégrale, garantir au peuple ses droits de participation selon la loi aux élections, aux consultations, à la prise de décision, à la gestion et au contrôle démocratique, et poursuivre résolument la voie du développement politique socialiste à la chinoise.

La modernisation chinoise se caractérise par la prospérité commune du peuple tout entier. La Chine, tout en se développant, garantira et améliorera le bien-être de la population. Il importe d'améliorer le système de distribution, d'appliquer la stratégie de priorité à l'emploi, de parachever le système de protection sociale, et de poursuivre l'action « Chine saine ». Il faut travailler à défendre et promouvoir l'équité et la justice sociale, et à s'efforcer de réaliser la prospérité commune de toute la population, tout en évitant résolument que se crée une polarisation sociale.

La modernisation chinoise se caractérise par l'équilibre entre la civilisation matérielle et spirituelle. La Chine prendra des mesures telles que l'accélération de la mise en place d'un nouveau modèle de développement, l'institution d'un système d'économie de marché socialiste du niveau plus élevé, la promotion sur tous les plans du redressement rural, le développement interrégional coordonné ainsi qu'une ouverture sur l'extérieur de haut niveau, afin de réaliser le développement de qualité et consolider la base matérielle et technique de l'édification intégrale d'un grand pays socialiste moderne. En même temps, il est important de développer énergiquement une culture socialiste à caractère avancé, de faire rayonner la culture traditionnelle chinoise, et d'enrichir la vie spirituelle de la population.

La modernisation chinoise se caractérise par une coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature. La Chine fera progresser la construction d'une belle Chine. Nous accélérerons la transition écologique du mode de développement, approfondirons la lutte contre la pollution, assurerons la préservation de la diversité, de la stabilité et de la durabilité des écosystèmes, et poursuivrons activement et prudemment nos actions en matière d'atteinte du pic des émissions de CO2 et de neutralité carbone, dans le but de promouvoir la coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature.

La modernisation chinoise se caractérise par la poursuite de la voie du développement pacifique. La Chine poursuit depuis toujours une politique extérieure ayant pour but la préservation de la paix mondiale et la promotion du développement commun. La Chine préserve l'équité et la justice internationales, développe des liens d'amitié et de coopération avec d'autres pays, œuvre à la construction d'une économie mondiale ouverte, participe activement au développement et à la réforme du système de la gouvernance mondiale, offre sans cesse de nouvelles opportunités au monde par son nouveau développement, et s'engage dans la construction d'une communauté de destin pour l'humanité.

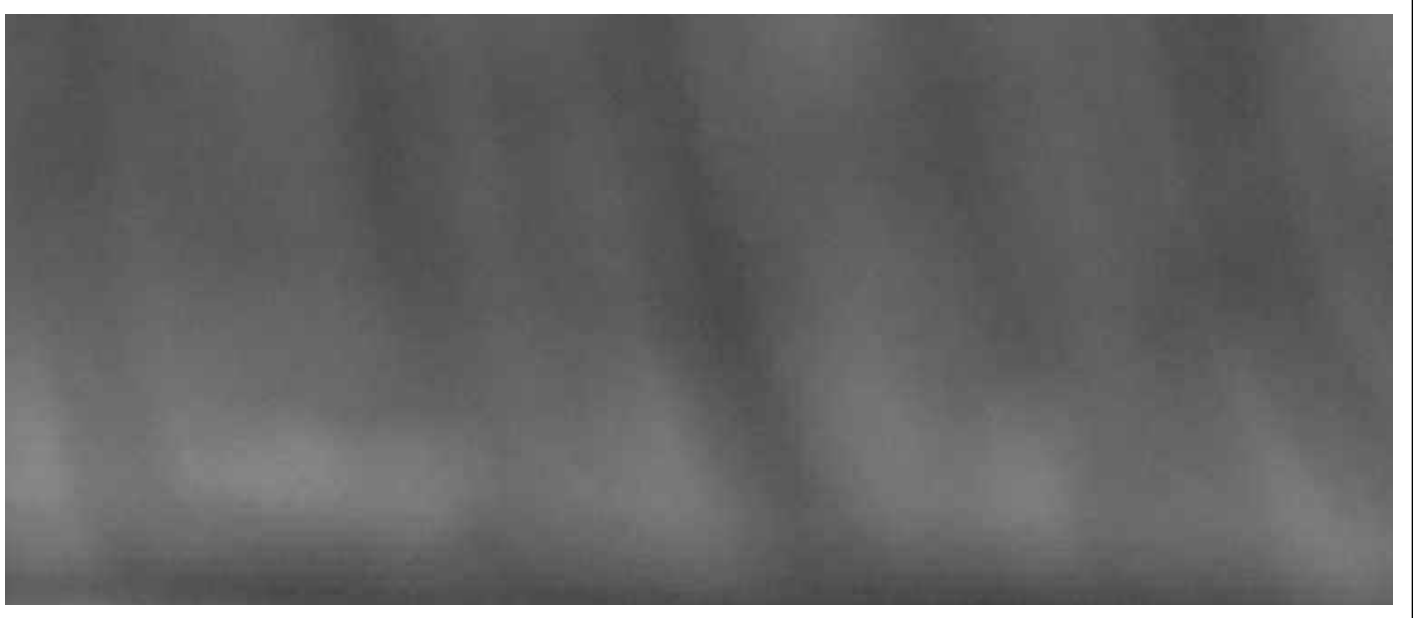
Le monde, l'époque et l'histoire connaissent des changements sans précédent. La Chine ne peut se développer sans le reste du monde, et la prospérité du monde a aussi besoin de la Chine. En s'engageant dans la nouvelle marche de l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne, la Chine offrira à l'Algérie ainsi qu'à d'autres pays du monde de nouvelles opportunités sur le plan du développement des liens d'amitié et de coopération. La Chine et l'Algérie ont une amitié traditionnelle profonde. Ces relations bilatérales ont surmonté toutes les épreuves causées par les mutations internationales et se sont encore davantage consolidées dans la lutte conjointe contre la COVID-19. Sous la direction du président Xi Jinping et du président Abdelmadjid Tebboune, la Chine et l'Algérie ont une solide confiance mutuelle, des contacts fréquents et une coopération approfondie, ce qui reflète pleinement le haut niveau du partenariat stratégique global entre nos deux pays.

Dans sa nouvelle marche, la Chine accordera comme toujours une grande importance au développement des relations avec l'Algérie, et elle entend travailler avec elle pour insuffler un nouvel élan à l'élargissement de leur coopération pragmatique, apporter des bénéfices aux deux pays et aux deux peuples, et jouer un rôle constructif pour la paix et le développement dans le monde.

ACCORD SUR LES EXPORTATIONS DE CÉRÉALES D'UKRAINE

La Russie suspend sa participation

La Russie a annoncé qu'elle suspendait sa participation à l'accord assurant la poursuite des exportations de céréales ukrainiennes, après l'attaque de drones ayant visé dans la matinée des navires russes au large de la Crimée.



«Compte tenu de l'acte terroriste mené ce 29 octobre par le régime de Kiev avec la participation de spécialistes britanniques contre des navires de la flotte de la mer Noire et contre des navires civils qui prennent part à la sécurisation du «couloir céréalier», la partie russe suspend sa participation à la réalisation des accords relatifs à l'exportation de produits agricoles depuis les ports ukrainiens», a annoncé le ministère russe de la Défense sur Telegram. Plus tôt ce même jour, le gouverneur de Sébastopol, en Crimée, avait fait savoir qu'une attaque de drones visant la flotte russe au large de la ville avait été repoussée dans la matinée. Selon l'armée russe, les navires attaqués participaient aux exportations de céréales ukrainiennes. La Défense russe avait dénoncé une «attaque terroriste» et imputé celle-ci à l'Ukraine. La même source avait évoqué des «dégâts mineurs» sur un navire militaire mais aucun blessé. Comme l'explique l'agence Tass, l'armée russe a imputé cette attaque à l'Ukraine. Le ministère russe de la Défense a également affirmé que «des spécialistes britanniques basés à Otchakov, dans la région de Mykolaïv en Ukraine», avaient participé à «la préparation de cet acte terroriste», ce qu'a démenti Londres, dénonçant de «fausses affirmations d'une ampleur épique». Côté ukrainien, un responsable cité par l'AFP a suggéré qu'une «manipulation négligente d'explosifs» par les forces russes était à l'origine de l'incident. L'ONU appelle à préserver l'accord Après l'annonce de la suspension de la participation russe à l'accord céréalier, l'ONU a appelé à préserver ce dernier, soulignant qu'il avait un «impact positif» pour l'accès à l'alimentation de millions de personnes à travers le monde. L'Ukraine a elle dénoncé un «faux prétexte» à la décision russe, et a appelé à faire pression pour que Moscou «s'engage à nouveau à respecter ses obligations» pour cet accord. Accord céréalier conclu sous égide de l'ONU et d'Ankara L'accord céréalier, conclu en juillet sous égide de l'ONU et de la Turquie, avait permis l'exportation de plusieurs millions de tonnes de céréales coincées dans les ports ukrainiens depuis le début du conflit en février. Ce blocage avait contribué à la flambée des prix alimentaires. Néanmoins, ces dernières semaines, les autorités russes avaient formulé des critiques quant à l'application de cet accord par toutes les parties. Moscou a ainsi affirmé que les exportations ukrainiennes allaient majoritairement vers l'Europe et non vers les pays pauvres, mais aussi que ses propres exportations de denrées alimentaires et d'engrais continuaient de pâtir des sanctions occidentales anti-russes. Selon la Russie, ces sanctions, même si elles ne visent pas directement ses produits agricoles, perturbent les chaînes financières et logistiques.

R. I.

ATTAQUE DE DRONES EN CRIMÉE ET SABOTAGE DE NORD STREAM

Moscou accuse Londres

L'ARMÉE RUSSE a accusé Kiev et Londres de l'attaque sur sa flotte en Crimée ce 29 octobre et le second d'être lié au sabotage des gazoducs Nord Stream fin septembre. Le Royaume-Uni a dénoncé de «fausses affirmations» visant à «détourner l'attention». L'armée russe a imputé ce 29 octobre à l'Ukraine et à la Grande-Bretagne l'attaque massive de drones ayant visé sa flotte de la mer Noire en Crimée, qui a provoqué des «dégâts mineurs» sur l'un de ses navires. «La préparation de cet acte terroriste et la formation du personnel militaire du 73e centre ukrainien des opérations maritimes spéciales ont été menées par des spécialistes britanniques basés à Otchakov, dans la région de Mykolaïv en Ukraine», a fait savoir le ministère russe de la Défense sur Telegram, qui ajoute que «neuf drones aériens et sept drones maritimes autonomes ont participé à l'attaque». «Il convient de souligner que les navires de la flotte de la mer Noire qui ont fait l'objet de l'attaque terroriste participent à la sécurisation du couloir céréalier dans le cadre de l'initiative internationale pour les exportations de produits agricoles depuis les ports ukrainiens», a poursuivi le porte-parole du ministère, Igor Konachenkov. L'armée russe a de fait annoncé avoir repoussé cette attaque de drones sur sa flotte dans la baie de Sébastopol. Dans la foulée, la Russie a annoncé qu'elle suspendait sa participation à l'accord assurant la poursuite des exportations de céréales ukrainiennes. «De fausses affirmations d'une ampleur épique», réagit Londres «Selon les informations à notre disposition, des représentants de cette unité de la marine britannique ont participé à la planification, à l'appui et à la mise en œuvre de l'acte terroriste en mer Baltique le 26 septembre dernier visant à faire exploser les gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2», a par ailleurs accusé Igor Konachenkov. Le ministère de la Défense britannique a rapidement tweeté en rejetant ces accusations : «Pour détourner l'attention de sa gestion désastreuse de l'invasion illégale de l'Ukraine, le ministère russe de la Défense a recours à la diffusion de fausses affirmations d'une ampleur épique.» «Cette histoire inventée en dit plus sur les disputes au sein du gouvernement russe que sur l'Occident», a poursuivi le ministère britannique. Fin septembre, quatre énormes fuites de gaz sont apparues sur les deux gazoducs reliant la Russie à l'Allemagne, provoquées selon plusieurs pays par des détonations sous-marines, Moscou les qualifiant de «sabotage terroriste».

R. I.

SOMALIE

Au moins 100 morts dans un double attentat à la voiture piégée à Mogadiscio

LA CAPITALE somalienne Mogadiscio a été une nouvelle fois touchée ce 30 octobre par un attentat. Deux véhicules transformés en bombes ont explosé à quelques minutes d'intervalle, tuant au moins 100 personnes et en blessant des centaines d'autres. Au moins 100 personnes, dont des enfants, ont été tuées dans un double attentat à la voiture piégée ce 30 octobre sur une artère très fréquentée du centre de la capitale Mogadiscio, a déploré le président somalien Hassan Sheikh Mohamud. «Cent personnes ont trouvé la mort et 300 ont été blessées», a-t-il déclaré après s'être rendu sur le site de l'attentat, précisant que «les nombres de morts et de blessés continuaient tous les deux à augmenter». Deux voitures remplies d'explosifs ont explosé à quelques minutes d'intervalle dans l'après-midi près du carrefour animé de Zobe. Des coups de feu ont ensuite été entendus lors d'une attaque visant le ministère somalien de l'Education. Les explosions ont brisé les fenêtres des bâtiments voisins, envoyant des éclats de balles et des panaches de fumée et de poussière dans l'air. L'attaque a eu lieu au même carrefour très fréquenté où un camion avait explosé le 14 octobre 2017, tuant 512 personnes et en blessant plus de 290. «C'est au même endroit et ce sont les mêmes innocents» qui sont frappés, a déploré le chef de l'Etat. Ce type d'attentat – qui n'a pas été immédiatement revendiqué – est généralement attribué par les autorités somaliennes aux militants djihadistes shebab qui mènent régulièrement des attaques dans la capitale et les grandes villes de Somalie. Les Shebab ont été chassés de la capitale en 2011 Le groupe islamiste, lié à Al-Qaïda, combat depuis 2007 le gouvernement fédéral soutenu par la communauté internationale. Il a été chassé des principales villes – dont Mogadiscio en 2011 – mais reste solidement implanté dans de vastes zones rurales, notamment dans le sud du pays. «Des terroristes impitoyables ont tué des mères. Certaines d'entre elles sont mortes avec leurs enfants piégés sur le dos», avait auparavant déclaré Sadik Dudishe, porte-parole de la police somalienne. Il a ajouté lors d'un point de presse que les assaillants avaient ciblé «des étudiants et d'autres civils». Les Shebab ont revendiqué l'attaque la semaine précédente contre un hôtel dans la ville portuaire de Kismayo qui a fait neuf morts et 47 blessés. Ces derniers mois, les Shebab ont redoublé d'activité en Somalie – pays pauvre et instable de la Corne de l'Afrique – avec notamment un spectaculaire assaut, long d'une trentaine d'heures, fin août sur un hôtel de Mogadiscio. La sécheresse actuelle pourrait provoquer une grave famine Après cette attaque qui avait fait au moins 21 morts et 117 blessés, le président Hassan Cheikh Mohamud avait promis une «guerre totale» pour éliminer les Shebab et appelé la population à se «tenir à l'écart» des zones contrôlées par les islamistes qui allaient être visés par de prochaines offensives. Les forces de sécurité et des milices claniques locales ont notamment lancé des opérations militaires dans le centre du pays, qui ont permis selon les autorités de reprendre du terrain aux combattants islamistes. Outre l'insurrection shebab, la Somalie est également menacée par une famine imminente, provoquée par la plus grave sécheresse observée depuis plus de 40 ans. A travers le pays, 7,8 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, sont affectées par la sécheresse, dont 213 000 sont en grand danger de famine, selon l'ONU. Sans une mobilisation urgente, l'état de famine pourrait être déclaré avant la fin de l'année.

R. I.

CENTRE DE TORTURE « CHABOU » À MASCARA

Les crimes contre l'humanité mis avant

Des moudjahidines témoignent des crimes barbares commis par le colonisateur Français dans l'ancien centre de torture « Chabou », érigé dans la commune d'Es-Sehaïlia dans la wilaya de Mascara. Aujourd'hui ce centre qui a disparu du paysage local, éveil toujours des souvenirs douloureux chez les Moudjahidines qui y étaient détenus durant la Révolution, victimes de toutes formes de sévices.



Le combattant Naoui Mechri, âgé de 84 ans, se souvient encore de la cellule sombre de cette prison dépourvue des conditions sanitaires et humaines les plus élémentaires.

« Le centre Chabou restera une honte gravée sur le front de la France coloniale », affirme-t-il, à la veille de la célébration du 68ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale.

Cet octogénaire a été arrêté en 1957 par l'armée coloniale française et conduit directement au centre de torture où, dès le premier jour de son arrestation, a été livré à des chiens féroces dont les marques de morsure sont encore visibles sur ses bras et ses jambes.

Il a été soumis aux formes de torture les plus horribles à l'intérieur d'une des cellules étroites. Il se souvient d'avoir été inconscient durant plusieurs jours, car ses bourreaux, des officiers de l'armée française, ne lui ont laissé aucune chance de récupérer, dans leurs tentatives de lui arracher des renseignements sur le bataillon de l'ALN, qui était actif dans les régions d'El-Menouer et de Tighenif, mais en vain.

Naoui Mechri a indiqué que « les officiers français adoptaient une méthode consistant à isoler les détenus des moudjahidine, ainsi que de leurs proches, dans des cellules d'isolement, qui étaient également des lieux de torture ».

Il garde toujours en mémoire cette hideuse scène dont il a été témoin, au sein de ce centre : celle de nombreux proches et de moudjahidine suspendus à une planche dans la cour de ce sinistre lieu de torture .

Le calvaire de ce moudjahid s'est prolongé de 1957 jusqu'à la proclamation du cessez-le-feu, le 19 mars 1962 et sa libération.

Aujourd'hui, le vieux Naoui Mechri lance un appel à la génération actuelle pour qu'elle se souvienne des sacrifices des moudjahidine et des martyrs lors de la guerre de libération nationale, en organisant des manifestations et des activités qui mettent en lumière les crimes contre l'humanité commis par l'armée coloniale française contre les Algériens.

Un autre octogénaire, le moudjahid Kadi Omar âgé de 85 ans, a décrit les différents types de tortures qu'il a subis lors de sa détention dans ce centre de 1958 à 1959. Battu avec des chaînes de fer, accroché avec une corde et fouetté, chaque nuit, il a également en plus d'être torturé à l'électricité.

« Chaque prisonnier avait les pieds liés par des chaînes de fer pour qu'il lui soit difficile de se déplacer ou de s'évader » , explique-t-il, ajoutant que le centre accueillait les moudjahidine et les citoyens, arrêtés lors des opérations militaires menées par l'armée française dans les régions de la plaine de Ghriss et les hauteurs de Beni Chougrane, dans la région de Mascara.

UN SINISTRE LIEU DE TORTURE

Kadi Omar explique que « les crimes monstrueux commis par les tortionnaires français à l'intérieur de ce centre visaient à terroriser les habitants des zones voisines, à l'instar de celles connues pour la grande activité des bataillons de l'ALN. Les interrogatoires des détenus étaient menés lors de séances de torture d'une rare brutalité ».

Son incarcération au niveau de ce centre lui a laissé des séquelles indélébiles. A ce jour, il souffre encore de plusieurs maladies résultant des tortures qui ont été pratiquées contre lui durant toute une année. En dépit du poids des années, Kadi Omar n'arrive pas à oublier les crimes et pratiques bestiales commis par l'armée d'occupation française contre lui et ses compagnons d'armes et les habitants de la région.

« De dizaines, voire de centaines de moudjahidine et de citoyens ont été tués à l'intérieur des cellules du centre de torture de Chabou. Leurs bourreaux ont dissimulé leurs corps pour faire croire à leurs familles qu'ils ne sont pas été exécutés dans ce sinistre lieu », a-t-il relevé, ajoutant que dès sa libération fin 1959, il n'a pas hésité à reprendre le combat libérateur dans la région de Ghriss et jusqu'au recouvrement de l'indépendance.

Interrogé sur les activités de ce sinistre centre, le professeur d'histoire moderne et contemporaine de l'Algérie à l'Université « Mustapha Stambouli » de Mascara, Dr Hmaïdi Bachir a indiqué que « ce lieu de torture a été l'un des instruments de l'armée coloniale française, à travers lequel elle a tenté sans succès de mettre fin à la lutte armée dans la sixième région de la wilaya V historique ».

L'universitaire a également souligné que «la France a cherché, à travers la création de ce centre, implanté dans le sud-est de la wilaya de Mascara, à limiter les déplacements des bataillons de l'ALN dans la région, ainsi qu'à restreindre la population de la région en les terrorisant».

Ce centre était connu pour être surpeuplé, compte tenu du grand nombre des moudjahidine et de citoyens de la région, arrêtés lors des opérations de ratissage menée dans les zones proches de ce centre de détention.

Le même professeur a souligné qu'à travers les recherches et les études qu'il a menées au cours des dernières années, basées sur les témoignages d'anciens détenus de ce centre, il a pu montrer les méthodes de torture les plus atroces et humiliantes pratiquées par l'armée française. Il a également déploré le manque de traces matérielles de ce centre, notant que « ce dernier a été l'un des plus grands centres de torture, érigés par les autorités coloniales françaises dans la région dont le nombre total a atteint les 76 sites ».

M. Hmaïdi a appelé à multiplier et approfondir les recherches scientifiques autour de ces repères, témoins irréfutables des pratiques inhumaines commises par l'armée coloniale française contre les algériens pendant la guerre de libération. « Il est important d'inventorier tous ces lieux et d'effectuer des recherches rigoureuses avec la participation de spécialistes », a-t-il estimé.

R.R

LUTTE CONTRE L'ÉMIGRATION CLANDESTINE À MOSTAGANEM

Démantèlement d'un réseau spécialisé

UN RÉSEAU criminel spécialisé dans l'organisation d'émigration clandestine par mer composé de trois individus a été neutralisé par les services de la sûreté urbaine extérieure de Hadjadj dans la wilaya de Mostaganem, a fait savoir, hier, la sûreté de wilaya.

L'opération est intervenue après que les services de police aient reçu une plainte d'une femme, victime d'escroquerie de la part des suspects, a indiqué un communiqué de la cellule de presse et de communication de ce corps de sécurité.

Après avoir avisé le procureur de la République territorialement compétent, les éléments de la police judiciaire ont enclenché les investigations, qui se sont soldées par l'arrestation du principal suspect dans cette affaire. Celui-ci a subtilisé à la victime une somme de 300.000 DA contre une traversée clandestine, ajoute la même source.

Les investigations ont démontré que le suspect arrêté, avec l'aide d'un complice, s'était mis d'accord avec la victime sur une somme de 700.000 DA, prix de la traversée clandestine.

Les services de police ont engagé une procédure judiciaire à l'encontre des mis en cause pour organisation d'une sortie illégale du territoire national par une bande criminelle organisée contre un bénéfice financier.

Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi Ali, ils ont été placés en détention provisoire, a-t-on indiqué de même source.

INCENDIE DE SERRES À HAMMA BOUZIANE À CONSTANTINE

Près de 10.000 volailles périssent

UN TERRIBLE incendie a mis en péril près de 10.000 volailles dans trois serres avicoles implantées dans la commune de Hamma Bouziane dans la wilaya de Constantine, a indiqué, hier, la direction de la Protection civile (DPC).

Un lot de bois servant à la réalisation d'une construction, deux réservoirs d'eau, une ligne électrique alimentant cette zone et quatre bouteilles de gaz butane ont été également détruits à cause de cet incendie, qui s'est produit au lieu-dit Hocine Bouledhane, a précisé la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué.

Des moyens humains et matériels importants dont des camions anti-incendie, une ambulance et une vingtaine d'éléments de la protection civile, ont été mobilisés pour cette intervention, a-t-on fait savoir de même source, ajoutant que les causes du déclenchement de cet incendie n'ont pas encore été déterminées.

L'intervention rapide des éléments de ce corps constitué a permis d'épargner une habitation et 23 bouteilles de gaz butane, a souligné la même source, notant qu'une équipe composée d'agents de l'unité secondaire de la Protection civile de Hamma Bouziane a été mise en place pour assurer la surveillance et éviter la propagation du feu vers d'autres hangars ou les habitations limitrophes.

Une enquête a été diligentée par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les causes exactes de cet incendie.

R.R

DOCUMENTAIRE

«Cayenne, ou l'histoire d'un enfer» projeté à Alger

Le film documentaire historique «Cayenne, ou l'histoire d'un enfer», du réalisateur Said Oulmi, un rappel douloureux sur le destin des déportés algériens au bagne de Cayenne en Guyane, a été projeté en avant-première, samedi à Alger à l'occasion du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale.

Projeté à la salle Ibn Khaldoun à Alger, en présence du Conseiller du Président de la République, chargé des Relations extérieures, Abdelhafid Allahoum et des ministres, des Moudjahidines et des Ayants droit, Laïd Rebiga et de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, ainsi que du réalisateur, «Cayenne, ou l'histoire d'un enfer» fait partie d'une série de quatre documentaires historiques de 52 mn, présentés sous l'intitulé, «Les témoins de la mémoire» et produits par le ministère des Moudjahidines.

Après la fermeture du bagne de la Nouvelle Calédonie en 1897, l'administration coloniale a repris comme destination, la Guyane comme lieu d'éloignement et d'isolement des algériens condamnés arbitrairement et soumis à des mesures punitives abjectes et abominables, «avec entre autre but, d'accaparer leurs terres sans risque d'avoir d'opposants à leur forfaitures» explique l'historien-chercheur, Younès Adli.

L'histoire se répète et donne accès à un autre cauchemar qui commence alors pour les algériens qui y sont envoyés.

Ali Belhoutes, à la silhouette brisée, est l'un de ces rares survivants du bagne de Guyane et témoin vivant de cet enfer. Déporté en 1930 à l'âge de 17 ans, il est retrouvé en 2005, alors qu'il avait atteint les 98 ans, dans sa petite maison entourée d'oliviers dans un village perché dans les montagnes du Djurdjura.

Condamné à dix ans d'emprisonnement, Ali tombe sous le coup de la nouvelle loi du 30 mai 1854 qui stipule que toute individu déporté au bagne, devra purger le double de la peine prononcée à son encontre.

A travers ses souvenirs et son récit poignant, Ali, écorché vif, à la blessure encore ouverte, vivait encore, au moment de son témoignage, le «déchirement d'avoir été arraché à sa terre natale» et envoyé au bout du monde, «entassé avec d'autres déportés dans des cages», à bord du «Bateau Blanc» dans des «conditions de traversée inhumaines».

Son témoignage a fait plonger l'audience dans l'univers du camp de la mort où furent envoyés près de 20.000 algériens de 1897 à 1952.

Plusieurs historiens, intervenant dans le documentaire, ont été unanimes sur le «traitement inhumain des Bagnards» qualifiant, pour certains, l'horreur et l'atrocité de ces faits historiques avérés de «crimes contres l'humanité».

Des lieux que le temps a figé, témoins de l'abjection et de l'infamie de l'administration coloniale française, sont également montrés dans le documentaire, à l'instar de «La Forestière» un bagne en plein forêt sauvage où les conditions de détention sont des plus atroces et les travaux forcés des bagnards se limitaient à l'abattage des arbres.

Autres lieux témoins de ces manquements à l'éthique humaine, «Le Camp de la transportation» où les nouveaux arrivés, injustement condamnés, se voient immatriculés pour ne représenter aux yeux de l'administration pénitentiaire que de simples données numériques, ainsi que le «Musée des bagnards», un asile pour les prisonniers internés qui n'auront pas pu supporter leur condition.

Said Oulmi explique que «ce travail est basé sur des faits historiques vérifiables et des personnes ayant réellement existé», précisant que l'approche pour la réalisation de ce documentaire a été basée sur une «vision académique abordant quatre volets essentiels: les lois, les conditions de déportation, le bagne et les conditions de détention».

MÉMOIRE FILMIQUE

Lancement de la 3e édition de «Ciné Cirta» à Constantine

LA TROISIÈME édition de la manifestation de la mémoire filmique «Ciné Cirta» a été lancée samedi au musée du cinéma du centre-ville de Constantine avec la projection du documentaire «Chahid Hamlaoui» de son réalisateur Ouaamor Bouzid et le long métrage «Reconnaissance» du réalisateur Salim Hamdi.

Le film documentaire du héros de la Révolution chahid Hamlaoui (1935-1960), retrace son parcours de combattant, entamé lorsqu'il était un simple fédaï, avant qu'il ne prenne d'autres responsabilités lors de la Guerre de libération nationale, grâce à son militantisme, son génie et son expérience dans la lutte armée jusqu'à ce qu'il devienne commandant de la zone de Constantine.

En juin 1960, Hamlaoui tomba au champ d'honneur suite à une fusillade de l'armée de l'occupation française, alors qu'il était à la fleur de l'âge.

S'agissant du long métrage «Irfan» (reconnaissance) du réalisateur Salim Hamdi, il décrit en 110 minutes l'histoire de la martyr Yamina, dont le rôle a été interprété par l'artiste défunte Chafia Boudraa. Organisée par l'association culturelle Numidie-Arts, cette manifestation se poursuivra jusqu'au 1er novembre prochain, jour de la commémoration du 68e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, a indiqué à l'APS, le responsable de l'association, Lounis Yaou. A l'occasion, plusieurs documentaires seront projetés, notamment «La vieille blessure» de Toufik Mezaache, «L'Union générale des étudiants musulmans algériens» de Mohamed Latrache et «La houna wala hounak» de Hocine Saadi, en plus d'autres longs métrages comme «Lotfi» d'Ahmed Rachdi et «Saliha» de Mohamed Sahraoui et «Heliopolis» de Djaafar Kassem, a fait savoir la même source.

A noter que l'initiative de ces projections cinématographiques, présentées à «la salle Ennasr» au musée du cinéma de Constantine, sont organisées sous l'égide du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en coordination avec la commission des activités culturelles relevant de l'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine, présidée par l'artiste Hakim Dakar.

MÉDÉA

Une quarantaine de participants à l'atelier national de calligraphie arabe

UNE QUARANTAINE de calligraphes, issus de vingt-deux wilayas du pays, participent à la 17e édition de l'atelier national de calligraphie arabe qui se tient du 29 au 31 octobre à la maison de la culture «Hassan-El-Hassani» de Médéa, à l'initiative de l'association «Er-rakim», a-t-on appris auprès de cette dernière.

Plus d'une centaine d'œuvres, réalisés par les participants à cet atelier, sont exposées à la galerie d'art de cet établissement culturel, devenu un lieu incontournable pour les calligraphes désireux de se faire connaitre ou apprendre davantage auprès de grands noms de la calligraphie, tels que Abdelghani Douakh, Abderrazak Kara Bernou ou Fodhil Safar Remali, considérés comme une référence au sein des adeptes de cet art, a précisé le président de l'association, Abderazak Karabernou.

Un concours est organisé lors de cet atelier pour mettre à l'épreuve la quarantaine de calligraphes présents et portera sur huit styles différents, dont le «Diwani», «Naskhi», «thuluth», «Riqua», et le «Mabsoute», un style maghrébin simple et utilisé dans l'écriture courante, a fait savoir le président de l'association «Er-rakim».

Cette édition est dédiée au grand calligraphe ottoman «Hafiz Osman» (1642-1699) dont on attribue la création du style «Neskh» qu'il a utilisé sous différentes formes et présentations calligraphiques, pour la réalisation de plus de 25 éditions différentes du saint Coran, faisant de lui le père fondateur de la «Hilye Sharif», un genre calligraphique associé à la reproduction de textes coraniques, a expliqué le président de l'association.

GUELMA

Les œuvres de Kateb Yacine ont besoin d'une «traduction fidèle» vers l'arabe

LES PARTICIPANTS au 9ème forum international sur la vie et l'œuvre de Kateb Yacine (1929-1989) ont affirmé samedi à Guelma au terme de leurs travaux que les œuvres de cet écrivain ont toujours besoin d'une «traduction fidèle» vers l'arabe à même d'en reproduire la beauté et la splendeur du texte.

Les intervenants au cours de la rencontre, tenue trois jours durant au centre culturel islamique M'barek-Boulouh sur le thème «L'intertextualité, la socialité et la conversation dans l'œuvre de Kateb Yacine», ont recommandé d'associer au conseil scientifique des chercheurs intéressés par la traduction vers l'arabe des œuvres de cet écrivain algérien d'expression française, dont Mohamed Saâd Berghal de l'institut supérieur des langues de l'université de Monastir (Tunisie), et Djalal El Gharbi de l'université de la Manouba (Tunisie).

Il a été décidé également de relancer la page officielle du forum sur le réseau social Facebook.

Clôturé tard dans la soirée de vendredi, la rencontre a été marquée par la projection d'un documentaire de 35 minutes sur Kateb Yacine réalisé par Alain Massé expert français en communication.

Vingt-deux (22) communications dont 12 d'intervenants étrangers ont été présentées durant ce forum qui a connu la participation de chercheurs de différentes universités nationales (Guelma, Batna, Khenchela, M'sila, Tlemcen, Biskra et Tiaret), ainsi que de Tunisie et de France.

Les participants au forum ont analysé les diverses œuvres de Kateb Yacine dont «Nedjma», «Le Polygone étoilé», «L'homme aux sandales de caoutchouc», «Le Cadavre encerclé» et «Le Cercle des représailles».

ART PLASTIQUE

L'artiste peintre Mohamed Yacine Hassini expose ses «paysages d'Algérie»

UN VOYAGE pictural à travers des monuments, paysages et traditions algériennes authentiques, est proposé par l'artiste peintre Mohamed Yacine Hassini, qui transmet par des œuvres, souvent réalistes, sa passion pour la mer et le patrimoine algérien.

Accueillie à la villa Dar Abdeltif, l'exposition est organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) dans le cadre des 68e commémorations du déclenchement de la Guerre de libération nationale.

Dans une première collection, la passion pour la mer que nourrit l'artiste est criarde sur de nombreuses toiles réalistes reproduisant le retour au port, le port de plaisance de Sidi Fredj à Alger ou encore des vue du port et de la façade maritime de la ville d'Alger, vus depuis la mer dans des toiles comme «Le revenant» ou «La pêcherie».

Dans une autre série de tableaux, évoquant dans l'imaginaire collectif la célèbre toile «Le rocher de Belle-Ile» de Claude Monet avec un penchant un peu plus réaliste, Mohamed Yacine Hassini restitue des paysages de plages et de mer déchaînée.

L'artiste autodidacte, signe également une série de toiles dédiée à la Casbah d'Alger et à quelques monuments de la capitale, dont le mausolée de Sidi Abderrahmane Ettaâlibi, les fontaines et venelles de la cité, la basilique Notre dame d'Afrique, la Grande poste, les mosquée Ketchaoua et Djamâa Jdid, ou encore la place de l'Emir Abdelkader.

En plus de quelques natures mortes classiques, l'exposition propose également une mise en lumière de la tradition algérienne de la fantazia, un art ancestral indissociable de nombreuses célébrations et consistant en une course de chevaux, rivalisant de beauté dans l'ornement, et montés par des cavaliers adroits et armés de fusils. «Fantazia», une toile de peinture à l'huile, met en scène quatre cavaliers en costumes traditionnels algériens, fusil à la main, sur leurs montures ornées des plus beaux produit du travail du cuir local.

Intitulée «Paysages d'Algérie», l'exposition est ouverte au public jusqu'au 17 novembre dans le cadre authentique de Dar Abdelatif.

BUTEUR DÉCISIF CONTRE LEICESTER, KEVIN DE BRUYNE AFFICHE DES STATS COMPLÈTEMENT DINGUES.

ERLING Haaland absent ? Pas de problèmes, Manchester City possède un autre magicien dans son effectif nommé Kevin De Bruyne. Buteur décisif contre Leicester aujourd'hui d'un magnifique coup-franc direct, l'international belge affiche des stats complètement dingues avec les Citizens. Comme l'indique le compte Stats Du Foot, l'ancien joueur de Wolfsburg est impliqué dans 29 buts en 28 matchs de Premier League en 2022 (13 réalisations, 16 passes décisives). Mieux, il est aussi un véritable porte-bonheur alors que Manchester City n'a perdu aucun de ses 26 derniers matchs officiels lorsque Kevin De Bruyne a été buteur (24 victoires, 2 nuls). Il faut remonter au 15 août 2020 pour voir le club s'incliner malgré un but du joueur belge. C'était contre l'OL en quart de finale de Ligue des champions.

REAL MADRID : BENZEMA NE VEUT PRENDRE AUCUN RISQUE AVANT LE MONDIAL AVEC LES BLEUS !

INDISPONIBLE depuis une dizaine de jours, Karim Benzema ne voudrait pas risquer une rechute en vue de la Coupe du Monde avec l'Équipe de France. Depuis son sacre au Ballon d'Or, Karim Benzema a joué un match de Liga face à Elche avant de souffrir d'une fatigue musculaire. Indisponible lors des deux dernières rencontres du Real Madrid face à Séville en championnat et à Leipzig en Ligue des Champions, le capitaine des Merengue va manquer également la réception de Girona ce dimanche et probablement même celle du Celtic Glasgow selon Relevo. Cependant, il n'y aurait pas de quoi s'inquiéter pour le joueur formé à l'Olympique Lyonnais. En effet, KB9 ressentirait une légère douleur et ne voudrait prendre aucun risque à quelques semaines du Mondial avec l'équipe de France, bien qu'aucune blessure ne toucherait l'attaquant des Bleus à en croire les tests réalisés par le club madrilène.

BARÇA : L'IMAGE DINGUE DE PIQUE, SANS CHAUSSURES AU MOMENT DE REMPLACER KOUNDE

GERARD Piqué ne s'attendait visiblement pas à entrer en jeu. Régulièrement laissé sur le banc depuis le début de la saison, l'international espagnol a profité des blessures d'Eric Garcia et Jules Koundé pour rentrer en fin de rencontre lors de la victoire du Barça face à Valence. Seulement, le défenseur n'était absolument pas prêt au moment où Xavi a fait appel à lui. En effet, Gerard Pique n'avait même pas mis ses crampons ni ses protèges tibias. Sergio Busquets, également sur le banc de touche, a même dû aider son coéquipier pour défaire ses lacets. De son côté, Jules Koundé a patienté quelques minutes de plus sur le terrain malgré la douleur, en attendant son remplaçant.

IL NE TRAÎNE PLUS LES PIEDS ET NE S'ASSOIT PLUS SUR LE BANC

Aouar et ... à revoir

Alors que l'OL reçoit Lille, Laurent Blanc a déjà opéré des choix forts afin de remettre sur pied le club rhodanien. Parmi eux, celui de faire d'Houssem Aouar un titulaire quasi indiscutable.



Au Loto Blanc, celui qui avait les bons numéros est bien Houssem Aouar. Depuis l'arrivée du technicien sur le banc lyonnais, l'international français (1 sélection) a retrouvé une place de titulaire, quasi indiscutable, malgré un manque de rythme flagrant. Si son match face à Rennes n'est pas resté dans les annales du football, même s'il a montré quelques belles choses en dépit d'un déchet conséquent, sa performance lors de la victoire à Montpellier (1-2) a été nettement meilleure : une bonne orientation du jeu, quelques dribbles sympathiques, des passes vers l'avant, et même un but ! Par séquence, il a même pu rappeler pourquoi Didier Deschamps l'avait convoqué en sélection, et pourquoi certains grands clubs lui faisaient les yeux doux il y a encore deux ans. Mais depuis son fabuleux Final 8 de l'été 2020, les grosses cylindrées européennes ont oublié le milieu lyonnais, à mesure qu'il a commencé à traîner les pieds sur le terrain, et à s'asseoir de plus en plus souvent sur le banc. Cela faisait deux mercatos estivaux qu'Aouar traînait son spleen au Groupama Training Center de Décines-Charpieu. Un peu comme Nabil Fekir, il n'est pas parti quand il aurait dû, et il a eu du mal à digérer ces saisons supplémentaires entre Rhône et Saône. «C'était un mercato stressant pour moi. Mais je suis tombé d'accord avec la plupart des clubs qui se sont manifestés» , expliquait-il dans une interview parue dans L'Équipe le 7 octobre. Parmi les candidats pour l'attirer : Benfica, pas mal, le Betis Séville, pourquoi pas, et Nottingham Forest, bof. Loin d'Arsenal, Manchester City ou la Juventus. «Je suis conscient que la cote des joueurs est très variable dans le foot. Ça va très vite ! Une fois t'es en haut, une fois t'es en bas. Et ça, il faut juste l'accepter», poursuivait-il. Bien qu'il se soit mis d'accord avec les clubs intéressés par ses services, le Gone a été retenu à Lyon par l'OL, qui n'a pas su se mettre d'accord avec les potentiels acheteurs. Le milieu, dans sa dernière année de contrat, s'attend donc à six mois de banquette sous Peter Bosz. Le coach néerlandais ne le fait jouer qu'une seule fois : lors de la première journée de Ligue 1 contre Ajaccio. Mais Aouar est victime de l'expulsion d'Anthony Lopes, et doit quitter le pré après trente minutes. Heureusement pour lui, le chauve batave est finalement remercié par sa direction début octobre. Laurent Blanc reprend le flambeau, et lui fait comprendre d'entrée qu'il comptera sur lui. «Houssem Aouar ? J'estime que les joueurs sont tous concernés. Je me dois de compter sur eux, cela fera partie des discussions individuelles.

J'accepte toujours les bons joueurs dans mon effectif, je pense que c'est son cas», affirmait Lolo White en conférence de presse lors de son arrivée. Et l'entraîneur n'a pas menti puisqu'il le titularise face à Rennes, juste derrière le tandem Alexandre Lacazette-Moussa Dembélé. L'OL s'incline au Roazhon Park, et Aouar n'a pas les cannes pour jouer un match entier, mais il a suffisamment convaincu son nouvel entraîneur pour être de nouveau titulaire le samedi suivant à Montpellier. «Houssem, c'est un joueur qui respire le football. Il faut qu'il soit à son top. Il ne l'est pas, mais il peut déjà nous amener beaucoup, notamment dans l'utilisation du ballon», détaillait Blanc avant le match à la Mosson au micro de Prime Vidéo. En marquant et en montant en puissance au fil des minutes, nul doute qu'il sera aligné d'entrée face à Lille ce dimanche. «D'abord je vais déjà essayer de rejouer et d'apporter ce que je sais faire, et ensuite on aura du temps pour les discussions», disait-il à propos d'une éventuelle prolongation alors qu'il était placardisé. La meilleure recrue du prochain mercato ?

Tottenham : L'avenir d'Harry Kane intrigue, mais inquiète surtout les Spurs

C'EST UNE rengaine qui doit commencer à peser dans l'esprit des dirigeants de Tottenham. Déjà, à l'été 2021, Harry Kane avait mis la pression sur son club pour quitter Londres et rejoindre Manchester City, alors prêt à mettre plus de 100 millions d'euros sur celui qui venait d'échouer en finale de l'Euro avec le brassard de capitaine de l'équipe d'Angleterre. Finalement, le buteur était resté dans la capitale avec un contrat qui court désormais jusqu'en juin 2024, de quoi offrir des opportunités aux écuries intéressées l'été prochain, alors qu'il ne restera plus qu'une année de bail au capitaine des Spurs. Dans cette optique, le Bayern Munich a compris qu'il fallait s'y prendre tôt pour entamer les négociations. Après le départ de Robert Lewandowski, les Bavarois se cherchent un véritable numéro 9 pour remplacer l'international polonais. Mais ces dernières semaines, la tendance était plutôt à l'optimisme avec l'ouverture des négociations pour une prolongation. Cependant, le journal anglais The Evening Standard rapporte que ces dernières ont été suspendues. La raison ? Le joueur veut se focaliser sur la Coupe du Monde avec les Three Lions. Une compétition qui tombe mal, Fabio Paratici, le directeur sportif, se montrait enjoué à l'idée de conclure cela. D'ici 2023, le Bayern Munich pourrait alors tenter une nouvelle approche, reste à voir si Tottenham se montera plus convaincant.

Naples rend une nouvelle fois hommage à Diego Maradona

DEMAIN (le 30 octobre), Diego Maradona aurait fêté ses 62 ans. C'est pourquoi Naples a souhaité lui rendre hommage ce samedi après-midi, quelques minutes avant le coup d'envoi de la rencontre opposant le Napoli à Sassuolo. Alors qu'une statue avait déjà été installée dans l'enceinte napolitaine le 28 novembre dernier (stade qui porte d'ailleurs son nom depuis le 4 décembre 2020 suite à son décès), les dirigeants du club italien ont présenté un trophée à la mémoire d'El Pibe de Oro, le rond central a également été recouvert d'une bâche géante où l'on voit Maradona avec le maillot napolitain. Pour rappel, l'Argentin est considéré comme un dieu vivant à Naples, et a porté les couleurs du club entre 1984 et 1992 (259 matchs pour 115 buts). Maradona remporta notamment deux titres de champion d'Italie et une Coupe de l'UEFA en 1989. Il est l'un des acteurs majeurs de l'âge d'or du club italien. Un hommage qui a visiblement motivé les joueurs de Naples, puisqu'ils mènent déjà 3-0 face à Sassuolo.

RETOUR À LA CASE DÉPART

Ramenez-nous ce DTN qui se fait tant désirer

A la recherche de l'oiseau rare. Hypothétique. Que dit le premier appel à candidatures ? Des noms légers et sans bagages ? Ou, et c'est plus intrigant (on espère voir nos lanternes éclairées au plus vite) encore, les techniciens de renommé ne sont pas intéressés par la destination algérienne ? Un point de presse sur la question ne serait pas de trop dans un dossier entouré de non-dits. On se trompe peut-être

PAR AZOUAOU AGHILES



La FAF vient de lancer un (nouvel, car on croit avoir déjà traité le sujet) appel à candidature national et international pour le poste de DTN (lire Directeur Technique National). C'est un communiqué, rendu public dimanche (hier) par l'instance fédérale. Pour peu, on craindrait que nos amis de la Faf sont frappés d'amnésie en oubliant qu'un précédent appel similaire, pour le même objet, c'est-à-dire le recrutement de cette éminence grise qui aura la lourde responsabilité de trouver les voies et moyens pour faire accéder notre football au rang des grandes nations de la discipline, dont il est encore question. Du moins sur le plan africain où l'on ne se croise pas les mains, les écoles de formation du continent figurant désormais parmi les plus grandes exportatrices en talents. Alimentent, par contingents entiers, les grosses cylindrées européennes en futurs stars, rares étant celles ne possédant pas au moins une pépite issue d'une Afrique généreuse dans le domaine. Plus d'une année (14 mois exactement) à tourner en rond pour dénicher celui qui prendra la place de Toufik Korichi dont l'intérim n'a que trop duré, l'intéressé, qui ne manque au demeurant pas de compétences et connaît le football national sur le bout des doigts, n'a pas été « débarqué » ni confirmé à un poste certes très pointu mais aurait gagné à être pourvu dans des délais raisonnables. La DTN a longtemps attendu le nouveau messie. Pourrait attendre encore un bon bout de temps pour voir enfin l'affaire réglée ou conclue. Au plus vite (on sait, on le concède, qu'il ne faut pas se précipiter et se tromper d'élu) au vu des urgences, le football national ne pouvant indéfiniment se suffire d'un intérimaire qui sait ses jours comptés, ses prérogatives limitées et donc les mains liées. Message reçu après l'insistance des différents acteurs sur la nécessité d'en finir avec un monumental « oubli » ? On peut le croire même si, du côté de Dely Brahim, on semble cafouiller en lançant, à quelques mois d'intervalle, deux appels à candidatures, le 1er se révélant apparemment infructueux après que plus d'une vingtaine (26, on ne cite pas les noms ni les nationalités ayant postulé ?) de dossiers dont des étrangers et une femme, ont été étudiés sans suite. En langage simple, recalés. En plus simple encore, ne répondent pas au profil exigé par la FAF. Des CV inintéressants. Et si … On nous prie de patienter encore jusqu'à l'étude des nouveaux dossiers qui devraient atterrir sur le bureau de la Faf au plus tard le 12 du mois prochain (novembre) à … 23h59 et la précision est de taille. Quel nom sera tiré après le 18 novembre, date à laquelle le traitement des candidatures sera bouclé ? La seule chose qu'on sait, à l'avance, c'est que les postulants ne semblent pas se bousculer au portillon, ce qui rend l'opération difficile. Pour le problème de la langues (des langues que doit maîtriser le futur responsable en chef du volet technique de la Faf) il faudra repasser. Là aussi, le problème risque de s'avérer insoluble. On en reparlera. Patientons !

A.A

HANDBALL – AGEX ET AGE DE LA FAHB INVALIDÉES:

"Back to square one", rebelote, la FIH dit « niet »

PAR RABAH AZIZI.

DOUBLE coup dur pour la petite balla nationale. Alors que la présidente du club féminin de Boumerdes, Karima Taleb, pensait que son objectif de présider à la FAHB était réussi, la FIH en a décidé autrement et ne reconnaît pas, en plus d'invalider l'AGEx en raison d'un problème « lié à l'amendement des statuts », son élection en demandant à l'AGE de repasser par les urnes pour cause de non-conformité avec les règlements internationaux. Un autre coup dur pour la fédération algérienne de Handball, qui reste toujours campée dans ses travers. Un camouflet en plus qui lui vaut d'attendre encore pour ce poste de président de la fédération algérienne de Handball. Alors qu'on croyait que c'était déjà fait pour Karima Taleb devenue, avant l'intervention de l'IHF, l'une des premières femmes à présider une haute instance du sport algérien. La fédération internationale, qui dirige le jeu à sept mondial, a bien sûr émis des réserves et rejette son intronisation avec la demande de expresse de nouvelles élections et ce, pour cause de non-conformité des règles de la FAHB avec celles de l'FIHF. En effet, lors de la fameuse assemblée générale extraordinaire (AGEx du 12 octobre), 25 membres sur 83 ont donné leur voix pour l'adoption des nouveaux statuts, contre un vote défavorable et 47 abstentions, alors que l'AG compte 144 membres soit loin du quorum exigé ou, plus précisément un non-respect flagrant de la loi des 50%+1 de la FIH. Sanctions immédiates qui voent Karima Taleb, qui avait pris comme première décision la nomination de Riyad Oulmane, comme nouveau coach de la sélection algérienne féminine à la place de Rabah Graïche, reste toujours confiante à aller au bout de son mandat de présidente en confirmant sa détermination à soumettre une nouvelle candidature pour être réélue. Pour rappel, elle a été élue au premier abord en obtenant 67 votes contre 20 pour le deuxième candidat, ce qui laisse présager qu'elle reste tout de même favorite pour une autre réélection. On cite : « Je suis prête à soumettre une autre nouvelle candidature, je suis calme et confiante que je vais être réélue et que cette annulation ne remettra pas en cause mon élection initiale. » Il est prévu que les assemblées extraordinaires (AGEx) et élective (AGE) se tiendront une nouvelle fois, le 8 novembre, selon plusieurs sources, mais la décision reste en suspens et sera annoncée officiellement dans les jours à venir. Quoiqu'il en soit, le sport algérien, à travers ce rappel à l'ordre adressé à la FAHB avec les risques réels de voir par exemple l'Equipe nationale privée du prochain mondial qu'organisent conjointement la Pologne et la Suède. Attention à la casse et il faut faire vite.

R.A

BOUGHERRA : «CONTENT» DE L'ATTITUDE DES JOUEURS FACE AU MALI

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale de football A', composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra a exprimé sa satisfaction du rendement de ses joueurs, samedi en match amical disputé à Tabarka (Tunisie) face au Mali (4-0), en vue du championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie (13 janvier-4 février). «Je suis content du résultat, de l'attitude et de la prestation des joueurs sur le terrain. Ils se sont améliorés par rapport au dernier match amical face au Soudan (2-0, NDLR). Les joueurs ont bien compris ce que je voulais faire, en mettant beaucoup d'intensité. Nous continuons à travailler et à progresser sur ses aspects.», a indiqué Bougherra dimanche à la chaîne officielle YouTube de la Fédération algérienne (FAF). Pour leur premier test de préparation, les «Verts» n'ont fait qu'une bouchée des «Aigles» du Mali, grâce à des buts signés Meziane (29e), Mahious (49e, s.p), Djahnit (69e) et Kendouci (84e). «Il y a des choses à améliorer, ça c'est sûr, mais il y a beaucoup de points positifs sur ce match. L'objectif est d'engranger plus d'automatismes et d'expérience, pour être prêts le jour J inchallah», a-t-il ajouté. Outre le compartiment offensif qui s'est distingué au cours de cette rencontre, Bougherra a salué le travail défensif réalisé par Abdellaoui et ses coéquipiers. «Depuis ma prise de fonctions, j'ai toujours insisté auprès des joueurs sur le pressing, sur cette intensité de ne pas laisser respirer l'adversaire, chose qu'on a fait plusieurs fois. La transition et le pressing, c'est ce qui fait la différence aujourd'hui dans le football moderne». Les coéquipiers de Chouaïb Keddad (CR Belouizdad) enchaîneront mercredi, en affrontant le Niger, dans ce qui sera le dernier test programmé en marge du stage de Tabarka. «Avec la libération des joueurs de l'USM Alger (pour disputer la double confrontation face aux Sud-africains de Cap Town en Coupe de la Confédération, NDLR), il y aura une toute autre équipe lors du second test face au Niger mercredi», a-t-il conclu. Les Algériens effectueront en novembre prochain un stage aux Emirats arabes unis, avec au menu deux test amicaux face à la Syrie et le Koweït, et éventuellement un troisième match contre une sélection africaine A. Lors du CHAN, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Ethiopie, et du Mozambique.

CHAN 2022 (PRÉPARATION) : LARGE VICTOIRE DE L'ALGÉRIE DEVANT LE MALI

LA SÉLECTION algérienne de football A' s'est imposée devant son homologue malienne sur le score de 4 à 0, (mi-temps : 1-0), en match amical disputé samedi au Complexe La Cigale sports Tabarka (Tunisie). Les buts algériens ont été inscrits par Meziane (39e), Mahious (49e), Djahnit (69e) et Kendouci (84e). En stage de préparation en prévision du championnat d'Afrique des nations CHAN 2022 des locaux, à Tabarka (Tunisie), les hommes de Madjid Bougherra disputeront un second match amical mercredi prochain contre le Niger. Lors du CHAN prévu du 14 janvier au 3 février 2023, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Ethiopie, et du Mozambique. Pour rappel, les 18 pays participant à cette compétition ont été scindés en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes A, B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E se qualifieront pour les quarts de finale.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:25	12:14	15:11	17:37	18:57
CONSTANTINE	05:31	12:20	15:17	17:43	19:03
ALGER	05:43	12:32	15:29	17:55	19:15
OUARGLA	05:39	12:27	15:25	17:51	19:10
CHLEF	05:51	12:39	15:37	18:03	19:23
MOSTAGANEM	05:56	12:44	15:43	18:08	19:28
ORAN	05:59	12:47	15:46	18:12	19:31

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7430 – LUNDI 31 OCTOBRE 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	15°
Oran	27°	13°
Constantine	28°	10°
Ouargla	27°	12°

ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

Chanegriha préside une cérémonie de remise de grades et de médailles

Le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, dimanche, la cérémonie de remise de grades et de médailles à des cadres du ministère, officiers et sous-officiers, et ce, à l'occasion des festivités commémoratives du 68e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.



La cérémonie a débuté par «la remise de grades aux personnels promus et de médailles aux cadres, en présence du Secrétaire général du MDN, des Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale et de Directeurs et Chefs de Services centraux du MDN et de l'Etat-major de l'ANP», ajoute le communiqué.

Le Général d'Armée a, par la suite, prononcé une allocution à travers laquelle il s'est félicité de superviser cette cérémonie, qui constitue une «tradition séculaire au sein de l'institution militaire», en exprimant ses félicitations les plus sincères à l'ensemble des personnels promus et décorés de médailles.

«De prime abord, il m'est agréable d'exprimer ma satisfaction de vous rencontrer, aujourd'hui, à l'occasion de cette cérémonie de remise de grades et de médailles que j'ai l'honneur de présider, avec la profonde conviction que ces distinctions constituent une tradition séculaire au sein de l'institution militaire et un témoignage de reconnaissance envers les cadres promus et décorés, pour leur travail et leur persévérance au service de leur armée et de leur pays», a-t-il souligné.

«Aussi, je ne manquerai pas de saluer les cadres promus à titre exceptionnel pour les efforts considérables qu'ils ont consentis ces dernières années, à l'instar des athlètes de l'ANP et des membres de la sélection féminine de saut en parachute qui se sont engagées et distinguées avec mérite dans cette discipline difficile réservée, auparavant, exclusivement aux hommes», a indiqué le Chef d'état-major de l'ANP.

A ce titre, «je tiens à adresser, au nom de Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, les félicitations les plus sincères à l'ensemble des personnels promus et des cadres décorés de médailles, tout en leur souhaitant plein succès dans leurs carrières professionnelles», a souligné M. Chanegriha.

Le Général d'Armée a également tenu à féliciter les cadres et personnels présents à l'occasion de la commémoration du 68e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre 1954.

Une occasion pour «perpétuer le devoir de reconnaissance et de considération» envers les héros de l'Algérie, de «renouveler» le serment fait aux martyrs d'hier et d'aujourd'hui et de «rendre un vibrant hommage» à ceux qui ont honoré leur engagement envers Allah et la patrie.

«A l'occasion des festivités commémorant le 68e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, je tiens à vous présenter mes félicitations les plus vives en cette mémorable date de notre histoire, qui ravive les sentiments de fierté et de considération les plus forts envers les gloires de nos prédécesseurs, et qui anime en nous le sens du sacrifice et de l'abnégation pour la patrie», a déclaré le Chef d'état-major de l'ANP.

«C'est aussi une occasion pour témoigner de notre reconnaissance et de notre considération envers les héros de l'Algérie, qui ont préservé le legs et honoré leur engagement, et pour s'inspirer des enseignements et des nobles valeurs auxquels nous devons adhérer», a-t-il dit.

«C'est également une occasion pour renouveler notre serment aux martyrs, d'hier et d'aujourd'hui, et de nous recueillir à la mémoire de ceux qui ont honoré leur engagement envers Allah et la patrie», a-t-il précisé.

Hamid B.

Blida se met au diapason de l'événement

SILLONNANT le chef-lieu de la wilaya de Blida, le visiteur remarque de visu que l'ensemble des boulevards et des placettes, ont changé de décor.

En effet, les différentes grandes placettes à Blida celles situées à l'entrée nord, la grande placette en allant vers Zabana et celle du centre- ville, on y a planté des arbres en plastiques lumineuses aux couleurs du pays : Vert, Rouge et Blanc.

Quant à la place de la liberté, ou se déroule toutes les festivités, cette dernière a eu son lot de décor, en raison de son importance car tous les convives à cette cérémonie se rencontreront le 31 octobre en ce lieu. Par ailleurs et à cette» valeureuse occasion, a eu lieu la finale du prime de la 13e édition de la chanson patriotique, qui a vu la participation de 11 candidats venus de 07 wilayas du pays au retour, le jeune indépendant a mis une halte à Boufarik, ou il a rencontré le directeur de l'Epic Culturel et Sportif de la commune monsieur Billel Smaili, qui a bien voulu nous faire part de son programme. «On a concocté un programme riche et varié à partir de cette journée (31 Octobre), ou une final d'une super coupe en foot-ball entre deux grands quartier de Boufarik, se jouera au stade «Med Regaz», le jour du 1er Novembre sur la place public, ce sera des mini basket, du karaté, de la boxe et au finale un cross communal des élèves de tous les collèges de Boufarik pour ceux qui veulent participé, en soirée un gala artistique varié avec Chant, poésie ou plusieurs moudjahid vont être honorés, jusqu'à minuit ou les citoyens boufarikois verront un grand feux d'artifices qui illuminera le ciel comme celui de 1954.»

A travers cette manifestation historique, un moudjahid, a voulu relater une histoire brève du chahid Si Zoubir natif de Soumaa, qui l'a bien connu..

«En effet combien sont-ils de nos enfants de vingt ans, universitaires, les forces vives de l'Algérie de demain, à connaître le chahid Si Zoubir de Soumaa de son vrai nom Souleimen Tayeb mort héroïquement au champ d'honneur le 22 février 1957 dans le douar de Sbaghnia dans la wilaya de pour protéger la vie d'environ quatre cents étudiants qui avaient fui les villes après la grève générale des huit jours et qui étaient en attente dans cette localité avant d'être envoyés en Tunisie et au Maroc pour le cheminement d'armes à notre Wilaya qui avait un grand besoin ou afin de terminer leurs études, mais le nombre important d'étudiants restés trop longtemps a attiré l'attention des soldats français, vers trois heures de l'après-midi, ils se sont retrouvés encerclés par une quinzaine d'hélicoptères.

Si Zoubir a donné l'ordre aux étudiants sans armes de sortir des refuges, de se replier en remontant l'oued, lui seul a commencé l'accrochage en mitraillant les hélicoptères pour les empêcher de se poser et couvrir par la sorte le repli des étudiants, le feu était nourri, le combat était inégal Si Zoubir a été mortellement atteint d'une balle de 12/7, et les parachutistes français se sont acharnés sur les étudiants désarmés. Si Zoubir est mort le 22 février 1957 ainsi que vingt-sept étudiants dont une étudiante. Allah Yerham Echouhada.

T. Bouhamidi

TIZI-OUZOU

Plusieurs opérations baptismales

A L'OCCASION de la célébration du 68ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, plusieurs opérations baptismales sont retenues au programme.

En effet de nombreuses infrastructures à travers le territoire de la wilaya seront désormais baptisées aux noms de Chouhadas ou Moudjahidines décédés.

Il s'agit entre autres du groupe scolaire des cités 1565 et 350 logements à Azeffoun baptisées au nom des défunts frères artistes Mohamed et Saïd Brahimi dits «Hilmi», de l'institut supérieur de sages-femmes de Tizi-Ouzou au nom du défunt Moudjahid Mekacher Salah, du lycée d'Aït Toudert au nom du chahid Hachoud Salem, du CEM Base 7 de Boukhalfa (banlieue ouest de Tizi-Ouzou) qui sera inauguré et baptisé au nom du chahid Zeghdoud Ali. Il sera de même pour les salles de lecture des communes de d'Ait-Aissa Mimoun et Ait-Khellil. Ces deux infrastructures culturelles seront baptisées aux respectivement aux noms de la Chahida Oudiai Fatima et du martyr Smail Mokrane. Au programme des inaugurations, il est à retenir celles des antennes administratives d'Azib Ahmed et Rehalia dans la commune de Tizi-Ouzou, d'un stade de proximité à Ouacifs. Et toujours dans le cadre mémoriel, il est prévu au programme la ré-inhumation des 75 martyrs du village de Tamaghrest, dans la commune d'Aït-Boumahdi. Notons enfin la visite à effectuer et une visite à l'occasion de cette célébration de la 68ème année du déclenchement de la guerre de libération nationale à la maison historique où fut tirée la déclaration du 1° novembre 1954 au village d'Ighil Imoula.dans la commune de Ouadhias. Et hormis ces opérations baptismales, des conférences seront animées sur l'origine du soulèvement du peuple algérien au cours de cette nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954 et surtout les répercussions de cette action armée. Sur le plan de développement, plusieurs programmes seront lancés à l'occasion de cette journée à la grande symbolique. Ce sera le cas pour les communes de Mekla, d'Abi-Youcef et Ait-Toudert qui bénéficieront d'un programme de réalisation de logements. Il sera également lancé le projet réalisation de l'unité de la protection civile à Iferhounène et d'un collège de type base 7 au pôle d'excellence de Oued- Fali à Tizi-Ouzou. La festivité culturelle ne manque pas aussi à ce programme. L'interprète et compositeur et non moins Moudjahid, Akli Yahyatène, animera au cours de la soirée d'aujourd'hui un gala dans la grande salle des spectacles de la maison de la culture Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou un gala artistique.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine